

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q/MLT/1
IP/Q2/MLT/1
IP/Q3/MLT/1
IP/Q4/MLT/1

27 septembre 2000
(00-3917)

Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui
touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

MALTE¹

Le présent document contient la déclaration liminaire faite par la délégation de Malte, les questions qui lui ont été posées et les réponses dans le cadre de l'examen de la législation entrepris par le Conseil lors de sa réunion des 26-29 juin 2000.²

I. DÉCLARATION LIMINAIRE

A. DROIT D'AUTEUR

La nouvelle Loi sur le droit d'auteur de Malte remplace la Loi de 1967 et est conforme aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne. En fait, elle est également conforme à l'article 6*bis* puisqu'elle contient également des dispositions visant la protection des droits moraux.

La nouvelle loi est basée sur l'*acquis communautaire* de l'UE dans ce domaine et reprend également des éléments du Traité de l'OMPI relatif au droit d'auteur et du traité de l'OMPI relatif aux représentations ou exécutions et aux phonogrammes.

Afin de se conformer à l'Accord sur les ADPIC, Malte a dû introduire des droits de location et augmenter sa durée de protection. Elle a revu les limites de sa protection et a amélioré la protection octroyée aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion. De même, dans la nouvelle loi, les artistes interprètes ou exécutants bénéficient également d'une protection, ce qui n'était pas le cas auparavant.

En outre, la Loi sur le droit d'auteur de Malte accorde également de nouveaux droits *sui generis* pour les topographies de semi-conducteurs. Ainsi qu'il ressort des indications ci-après relatives à son contenu, la nouvelle Loi de Malte sur le droit d'auteur va au-delà de ce qui est requis dans l'Accord sur les ADPIC. La loi est constituée de 13 parties:

¹ Pour les lois et réglementations notifiées par Malte au titre de l'article 63:2, se reporter aux documents IP/N/1/MLT/1, IP/N/1/MLT/C/1, IP/N/1/MLT/E/1, IP/N/1/MLT/I/1, IP/N/1/MLT/P/1, IP/N/1/MLT/T/1 et IP/N/6/MLT/1.

² Le compte rendu de cette réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/27.

La Partie I donne des définitions actualisées par rapport à l'ancienne loi et en introduit de nouvelles afin de refléter les droits nouvellement introduits ou actualisés de la loi;

La Partie II définit les œuvres (y compris les bases de données) et individus pouvant bénéficier du droit d'auteur, les durées de protection, les droits et les exceptions à ces droits. La durée de protection habituelle est portée à 70 ans, par rapport à 25 ans précédemment. De nouveaux droits de location, de prêt et de distribution, sont introduits pour ce qui concerne toutes les œuvres, tandis que le droit de communication au public est étendu aux transmissions par Internet. Il est veillé à ce que les exceptions ne réduisent pas indûment les droits des auteurs. Une exception (dérivée du droit canadien) au bénéfice des personnes handicapées est introduite;

La Partie III traite des droits moraux des auteurs et les étend à leurs successeurs;

La Partie IV introduit le concept de droits voisins pour les artistes interprètes ou exécutants d'œuvres audiovisuelles, les producteurs d'œuvres audiovisuelles et de phonogrammes ainsi que pour les organismes de radiodiffusion;

La Partie V introduit les droits moraux pour les artistes;

La Partie VI traite du transfert du droit d'auteur et des droits voisins;

La Partie VII introduit un droit *sui generis* pour ce qui concerne les bases de données lorsqu'un investissement substantiel a été engagé, qu'elles puissent ou non bénéficier de la protection du droit d'auteur, mais sous réserve de certaines conditions;

La Partie VIII introduit un droit *sui generis* en matière de topographies de semi-conducteurs;

La Partie IX traite de l'atteinte aux droits;

La Partie X définit les obligations du Conseil du droit d'auteur;

La Partie XI introduit le concept d'administration collective des droits et réglemente l'établissement et le fonctionnement des sociétés de gestion collective;

La Partie XII habilite le ministre à émettre des réglementations; et

La Partie XIII inclut les dispositions transitoires et d'abrogation en accord avec l'article 20 de l'Accord sur les ADPIC.

B. BREVETS

La nouvelle Loi sur les brevets remplace les dispositions relatives aux brevets de l'Ordonnance sur la propriété industrielle (protection) et est conforme aux articles pertinents de la Convention de Paris. La nouvelle loi s'inspire en grande partie de la Convention européenne sur les brevets mais, aux fins de l'Accord sur les ADPIC, la nouvelle Loi sur les brevets de Malte devait introduire les éléments suivants:

1. "une activité inventive" comme pré-condition à l'octroi d'un brevet;
2. des dispositions concernant les licences non volontaires;

3. des dispositions relatives au renversement de la charge de la preuve dans le cas de poursuites pour atteinte à des brevets de procédés; et
4. une extension de la durée de protection des brevets, de 14 à 20 ans.

La loi est divisée en 17 Parties:

La Partie I désigne le titre.

La Partie II donne des définitions.

La Partie III décrit le Bureau du Contrôleur.

La Partie IV régleme la brevetabilité excluant la protection:

- a) des méthodes de traitement destinées au corps humain ou aux animaux, par chirurgie ou par thérapie;
- b) des méthodes de diagnostic pratiquées sur des personnes ou des animaux;
- c) des inventions dont l'exploitation serait contraire à l'ordre public ou à la moralité publique;
- d) du corps humain, aux différentes étapes de sa formation et de son développement depuis le moment de la conception, et la simple découverte de l'un de ses éléments;
- e) des procédés de clonage humain, les processus de modification de l'identité génétique germinale du corps humain et l'utilisation d'embryons humains à des fins industrielles ou commerciales;
- f) des processus et produits destinés à la modification de l'identité génétique des animaux susceptibles de leur occasionner des souffrances sans avantages médicaux substantiels pour l'homme ni pour l'animal; et
- g) d'un animal, ou un processus essentiellement biologique d'obtention de végétaux ou d'animaux autre qu'un processus microbiologique ou ses produits, lorsqu'un processus essentiellement biologique consiste en un phénomène entièrement naturel tel que le croisement ou la sélection, et un processus microbiologique s'entend de tout processus impliquant, ou réalisé sur ou générant des matières microbiologiques.

La Partie V traite du droit à obtenir un brevet.

La Partie VI est centrée sur les demandes de brevets.

La Partie VII concerne l'examen, l'octroi et le refus.

La Partie VIII étend la durée de protection de 14 à 20 ans, définit les droits conférés par une demande de brevet et un brevet et énumère les exemptions à ceux-ci.

La Partie IX traite de la cession et de la propriété.

La Partie X introduit des dispositions relatives à l'octroi de licences.

La Partie XI régleme les licences non volontaires en accord avec l'Accord sur les ADPIC.

La Partie XII est centrée sur les modifications, la renonciation et l'abrogation.

La Partie XIII concerne le rétablissement de droits pendant la période de 20 ans.

La Partie XIV prévoit des actions civiles renversant la charge de la preuve dans le cas de brevets de procédés.

La Partie XV prévoit des poursuites pénales.

La Partie XVI prévoit un droit d'appel; et

La Partie XVII traite de diverses dispositions, notamment les dispositions transitoires et d'abrogation ainsi que les dispositions donnant au ministre le pouvoir d'émettre des réglementations pour mettre en œuvre les systèmes internationaux et régionaux d'enregistrement de brevets. Il est évident que les brevets qui sont arrivés à échéance ne seront pas réintroduits tandis que les brevets qui sont toujours en vigueur verront leur durée prolongée à 20 ans.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

La nouvelle Loi sur les marques de fabrique ou de commerce remplace les dispositions relatives aux marques de fabrique ou de commerce de l'Ordonnance sur la propriété industrielle (Protection) et est conforme aux articles pertinents de la Convention de Paris. Cette loi est basée sur la première Directive du Conseil des CE visant le rapprochement des législations des États membres en matière de marques de fabrique ou de commerce et de la Loi britannique sur les marques de fabrique ou de commerce (1994).

L'alignement sur l'Accord sur les ADPIC impliquait l'introduction des nouveaux éléments ci-après:

1. la protection pour les signes permettant de distinguer les services d'une entreprise de ceux des autres;
2. la protection de marques notoirement connues; et
3. la protection des indications géographiques par le biais de marques collectives et de marques de certification.

La loi est divisée en sept parties:

La Partie I désigne le titre et donne des définitions, plus particulièrement une nouvelle définition des marques de fabrique ou de commerce en accord avec l'Accord sur les ADPIC, en ajoutant que la forme des produits ou leur emballage peuvent également être considérés comme des marques de fabrique ou de commerce.

La Partie II établit les marques de fabrique ou de commerce comme étant des droits de propriété et énumère les motifs absolus et relatifs de refus. Cette partie définit également les droits conférés par une marque de fabrique ou de commerce ainsi que leurs limites et définit les atteintes à ces droits. Cette partie comprend également les dispositions concernant les

poursuites civiles dans des affaires d'atteinte aux droits. Enfin, cette partie comprend des sections relatives aux questions de procédures concernant les demandes, l'examen, l'enregistrement, l'octroi de licence, la durée (dix ans), le renouvellement, l'altération, la renonciation, la révocation et l'invalidité.

La Partie III (Questions internationales) prévoit la mise en œuvre éventuelle à Malte du Protocole de Madrid et du Système communautaire de marques de fabrique ou de commerce. Elle met également en œuvre des obligations liées aux marques de fabrique et de commerce au titre de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, notamment en demandant la protection des marques connues non déposées, des emblèmes de la Convention de Paris et d'emblèmes de certaines organisations internationales.

La Partie IV (Dispositions administratives et autres dispositions supplémentaires) traite des modifications, des dispositions relatives au registre, des compétences et des devoirs du Contrôleur, des actions juridiques, des appels et des mandataires des marques déposées.

La Partie V (Infractions pénales) renforce les sanctions criminelles à l'encontre du commerce de marchandises de contrefaçon, et les pouvoirs du Tribunal d'exiger la confiscation de ces produits.

Les Parties VI et VII (Dispositions générales et transitoires) contiennent les habituelles dispositions finales concernant les dispositions transitoires, les modifications et les abrogations importantes, l'étendue, l'introduction et le titre abrégé; et

Listes I et II: La loi est complétée par des listes traitant principalement de marques collectives et de certification.

D. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

Les dessins et modèles industriels sont protégés par les dispositions pertinentes de l'Ordonnance sur la propriété industrielle (Protection), qui prévoit l'enregistrement d'un nouveau dessin ou modèle pour deux périodes de cinq ans, à la demande du titulaire, et de cinq années supplémentaires à la discrétion du Contrôleur si le titulaire le souhaite. Une période de priorité de six mois est autorisée pour les dessins et modèles ayant d'abord été enregistrés dans un pays Membre de l'OMC ou adhérant à la Convention de Paris. L'ordonnance contient également des dispositions portant sur les procédures civiles en cas d'atteinte à un droit et les procédures pénales dans les cas où un dessin ou modèle est faussement déclaré comme enregistré.

E. RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

Il n'existe, dans notre loi, aucune définition spécifique du terme "renseignements non divulgués". Toutefois, la Loi sur le secret professionnel de 1994 définit le "secret professionnel" ou le "secret" comme étant des renseignements relevant des catégories décrites ci-après:

- a) les renseignements considérés secrets au titre d'une quelconque disposition d'une quelconque loi;
- b) les renseignements décrits comme secrets par la personne communiquant les renseignements à une personne relevant de l'article 257 du Code pénal;
- c) les renseignements devant être raisonnablement considérés comme secrets au vu:

- i) des circonstances dans lesquelles les renseignements ont été communiqués et reçus;
- ii) de la nature des renseignements; et
- iii) du métier, de la profession ou de la fonction exercés par la personne recevant les renseignements, et par la personne divulguant les renseignements, le cas échéant.

Les personnes qui, de par le métier, la profession ou la fonction qu'elles exercent, tombent sous le coup de l'article 257 du Code pénal sont définies à l'article 4 de la Loi sur le secret professionnel comme étant: les membres d'une profession médicale, les avocats, les notaires, les mandataires légaux, les comptables, les auditeurs, les employés et membres du comité directeur des institutions financières et de crédit, les administrateurs, les membres du comité directeur des sociétés prête-noms ou les mandataires autorisés, les personnes habilitées à fournir des services en matière d'investissement et les agents de change.

En outre, l'article 257 du Code pénal dispose que:

"Si toute personne qui, en raison du métier, de la profession ou de la fonction qu'elle exerce, devient dépositaire d'un secret et divulgue ce secret, à moins qu'elle ne soit expressément obligée par la loi de divulguer des renseignements aux autorités publiques, alors elle sera, si elle est déclarée coupable, passible d'une amende (multa) ne dépassant pas un montant de 20 000 liras ou d'une peine d'emprisonnement inférieure à deux ans ou d'une amende et d'une peine d'emprisonnement".

F. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

S'agissant des moyens de faire respecter les droits, lorsque les marchandises ont été commercialisées sur le marché local, l'Unité des crimes économiques de la police se charge de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et, à cette fin, elle mène régulièrement des enquêtes aux points de vente ainsi que sur les marchés libres. La Section des investigations des autorités douanières est chargée de faire respecter les droits aux frontières.

Le Département des douanes, reconnaissant que la fraude en matière de propriété intellectuelle constitue une activité criminelle qui, non seulement porte atteinte aux droits des entreprises et des particuliers mais victimise également le consommateur en lui proposant des produits de moindre qualité tout en les présentant comme authentiques, et conscient de ce que les douanes sont l'organisme le mieux placé pour empêcher l'entrée de telles marchandises dans le pays, applique depuis longtemps des mesures destinées à faire respecter ces droits.

Toutefois, la législation en vigueur était de portée générale et non spécifique et il devenait nécessaire d'adopter des mesures plus efficaces, qui impliqueraient non seulement le Département mais aussi la communauté commerciale, sans pour autant restreindre les échanges de produits authentiques.

La nouvelle Loi en matière de droits de propriété intellectuelle (Mesures transfrontières) de 2000, qui est actuellement mise en œuvre par le Département des douanes, traite de la situation concernant ceux-ci. Cette législation permet aux détenteurs de droits d'introduire une demande auprès des autorités douanières en vue d'engager une action dans des cas de suspicion d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Cette demande peut être introduite lorsque le détenteur d'un droit sait que des

marchandises correspondant à cette description vont se trouver dans l'une des situations couvertes par cette législation.

Ces situations couvrent l'entrée sur le territoire de Malte, l'exportation ou la réexportation, la mise en libre circulation, l'importation provisoire et l'entreposage dans une zone franche ou dans un entrepôt franc de marchandises dont il apparaît qu'elles portent atteinte à un droit de propriété intellectuelle.

Ces marchandises peuvent être:

- a) des marchandises de contrefaçon, y compris des marchandises portant atteinte aux marques de fabrique ou de commerce et leurs matériaux d'emballage;
- b) des marchandises pirates, y compris des marchandises portant atteinte au droit d'auteur et à des droits voisins ainsi qu'aux droits des dessins et modèles;
- c) les marchandises portant atteinte à un droit de brevet au titre de la loi maltaise; et
- d) les matériaux et instruments ayant principalement servi à la fabrication des marchandises portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle.

La demande susmentionnée peut également être introduite à la suite d'une action menée d'office par les douanes. Dans ce cas, le détenteur du droit, s'il est connu, sera informé de la situation et les marchandises incriminées seront retenues pendant cinq jours afin d'accorder le temps nécessaire à l'introduction de la demande requise.

Lorsque la demande a été acceptée par les douanes, un délai sera accordé au demandeur, à qui il pourra être demandé de constituer une caution en vue de couvrir toute responsabilité éventuelle de la part du Département des douanes ainsi que tous les frais encourus pour conserver les marchandises sous le contrôle des douanes, afin qu'il puisse engager une procédure judiciaire civile conduisant à une décision au fond.

Après qu'il aura été constaté que les marchandises portent atteinte à un droit de propriété intellectuelle, le tribunal ordonnera aux douanes soit d'écarter les marchandises des circuits commerciaux de manière à éviter de causer un préjudice au détenteur du droit soit de les détruire. Le tribunal prendra, ou ordonnera au tribunal de prendre, en ce qui concerne les marchandises en question, toute autre mesure ayant pour effet de priver effectivement les personnes concernées des bénéfices économiques de la transaction.

Cette législation contient également des dispositions en vertu desquelles une personne déclarée coupable d'importer, ou causant l'importation, de marchandises portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle, peut être amenée devant le tribunal de première instance (Court of Magistrates) et, conformément aux dispositions du Code pénal, sera passible d'une amende équivalant au double de la valeur des marchandises incriminées.

Cette législation ne couvre pas les marchandises importées dans le cadre du commerce parallèle ni les marchandises de nature non commerciale.

Question complémentaire posée par les CE:

Veillez préciser si les lois et réglementations décrites dans votre présentation au Conseil des ADPIC sont toujours à l'état de projets ou si elles ont été promulguées en tant que

lois par votre Parlement, plus particulièrement en ce qui concerne les projets de lois relatifs au droit d'auteur et aux brevets notifiés respectivement dans les documents IP/N/1/MLT/C/1 et IP/N/1/MLT/P/1.

Suite à l'intervention du distingué délégué des CE, j'ai le plaisir de vous informer que, hier³, le Parlement de Malte a promulgué la Loi sur les brevets de 2000, laquelle attend d'être publiée. Toutes les lois maltaises concernant les ADPIC examinées hier ont été adoptées par le Parlement, comme indiqué ci-après:

1. la Loi sur les droits de propriété intellectuelle (Mesures transfrontières) de 2000 a été publiée dans le Journal officiel du gouvernement le 29 février 2000;
2. la Loi sur le droit d'auteur (Loi n° XIII de 2000) a été publiée au Journal officiel du gouvernement le 25 avril 2000;
3. la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce (Loi n° XVI de 2000) a été publiée au Journal officiel du gouvernement le 23 juin 2000;
4. la Loi sur les brevets (Loi n° XVII de 2000) a été adoptée en troisième lecture au Parlement le 27 juin 2000 et sera publiée très prochainement dans le Journal officiel du gouvernement.

La délégation de Malte notifiera dûment le Conseil de la publication de la Loi sur les brevets de 2000.

II. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE CANADA

1. En application des prescriptions de l'article 61, quel recours ont les détenteurs de droit contre les actes délibérés de contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte au droit d'auteur, commis à une échelle commerciale?

Loi sur les marques de fabrique ou de commerce de 2000

Injonctions

Toute atteinte à une marque de fabrique ou de commerce enregistrée peut donner lieu à des poursuites de la part du titulaire de la marque de fabrique ou de commerce par le dépôt d'une ordonnance d'assignation auprès de la première Chambre du tribunal civil. Dans toute action engagée pour cause d'atteinte à ces droits, le plaignant pourra bénéficier de toute réparation accordée pour atteinte à tout autre droit de propriété. (Article 14 1) et 2))

Toute personne lésée par des menaces injustifiées de poursuites en contrefaçon peut, au moyen d'une ordonnance d'assignation déposée auprès de la première Chambre du tribunal civil, demander réparation en vertu d'une injonction contre la poursuite de ces menaces. (Article 20 2) b))

³ Note du Secrétariat: 27 juin 2000.

Destruction ou autre mise hors circuit des marchandises de contrefaçon, et des matériaux ou articles ayant servi à leur production

Lorsqu'il est constaté qu'une personne a porté atteinte à une marque de fabrique ou de commerce déposée, le tribunal peut rendre une ordonnance lui demandant:

- a) de faire en sorte que le signe incriminé soit effacé ou retiré des marchandises, matériaux ou articles de contrefaçon qu'il possède, ou dont il a la garde ou le contrôle; ou
- b) s'il n'est pas raisonnablement praticable d'effacer ou de retirer le signe incriminé, de procéder à la destruction des marchandises, matériaux ou articles incriminés. (Article 15 1) a) et b))

Si l'une des ordonnances susmentionnées n'est pas respectée, ou s'il apparaît probable au tribunal que cette ordonnance ne sera pas respectée, le tribunal peut ordonner que les marchandises, matériaux ou articles incriminés soient livrés à une personne désignée par le tribunal qui procédera à l'effacement ou à la suppression du signe, ou à sa destruction, suivant les cas. (Article 15 2))

Le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce déposée peut demander au tribunal d'ordonner que tous les matériaux, marchandises ou articles de contrefaçon qu'une personne a en sa possession, dont elle a la garde ou le contrôle dans le cadre de ses activités, lui soient remis ou soient remis à toute autre personne désignée par le tribunal. (Article 16 1))

Une demande ne sera pas introduite après expiration de la période de six ans, et aucune ordonnance ne sera rendue à moins que le tribunal ne rende également une ordonnance ou qu'il lui apparaisse que certaines raisons justifient la délivrance d'une ordonnance. Une personne à qui il est remis des marchandises, matériaux ou articles de contrefaçon conformément à une ordonnance les conservera en attendant la décision du tribunal. (Article 16 2) et 3))

Lorsque des marchandises, matériaux ou articles de contrefaçon ont été remis, conformément à une ordonnance, une action par ordonnance d'assignation peut être introduite auprès du tribunal par toute partie intéressée:

- a) pour une ordonnance imposant qu'elles soient détruites ou cédées à la personne que le tribunal jugera appropriée; ou
- b) pour une décision stipulant qu'une telle ordonnance ne doit pas être rendue.

Lorsqu'il prendra sa décision, le tribunal examinera s'il serait approprié d'appliquer d'autres mesures correctives disponibles dans une action engagée pour atteinte à la marque de fabrique ou de commerce enregistrée en vue de dédommager le titulaire et tout détenteur d'une licence afin de protéger leurs intérêts. (Article 19 a), b) et c))

Loi contenant de nouvelles dispositions en matière de droit d'auteur et de droits voisins ainsi que pour certains droits de propriété intellectuelle sui generis (ci-après dénommée la "Loi sur le droit d'auteur")

Dommages-intérêts, y compris le recouvrement des bénéfices, et les frais, y compris les honoraires des avocats

Lorsqu'une personne porte atteinte au droit d'auteur, à des droits voisins ou à des droits *sui generis* se rapportant à une œuvre, elle pourra, à la demande du titulaire du droit d'auteur ou du détenteur du droit, être condamnée par la première Chambre du tribunal civil à payer des dommages-intérêts ou à payer une amende dont le montant sera déterminé en fonction d'un barème établi par le ministre, et à la restitution de tous les bénéfices dérivés de l'atteinte au droit d'auteur, à des droits voisins ou à des droits *sui generis*.

Lorsque le défendeur parvient à convaincre le tribunal que, au moment où il a été porté atteinte au droit, il ne savait pas et n'aurait pu raisonnablement savoir qu'un droit d'auteur, des droits voisins ou des droits *sui generis* subsistaient pour l'œuvre à laquelle l'action est liée, le tribunal ne le condamnera pas à restituer les bénéfices.

La première Chambre du tribunal civil peut, dans le cadre d'une action engagée pour atteinte à un droit d'auteur, à des droits voisins ou à des droits *sui generis*, en tenant compte de toutes les circonstances et en particulier du caractère flagrant de l'atteinte au droit et de tout bénéfice revenant au défendeur du fait de l'atteinte au droit, décider d'accorder des dommages-intérêts supplémentaires nécessaires à la résolution juste de l'affaire. (Article 43 1) et 2))

Toute personne déclarée responsable d'atteinte à des droits moraux sera passible, à la demande de l'auteur ou de ses héritiers, d'être condamné par la première Chambre du tribunal civil au paiement d'une amende, et au paiement de dommages-intérêts dont le montant sera déterminé sur base d'un barème d'amendes établi par le ministre (article 44 1)).

Destruction ou autre mise hors circuit des marchandises portant atteinte à un droit et des matériaux/instruments ayant servi à leur production.

Le tribunal peut décider que tous les articles portant atteinte à un droit qui sont toujours en possession du défendeur soient remis au plaignant. (Article 43 3)).

Le tribunal ordonnera la destruction de tous les articles portant atteinte à un droit qui sont toujours en possession du défendeur lorsqu'il est convaincu que le préjudice occasionné à l'auteur est suffisamment grave pour justifier une telle mesure. Cette disposition ne s'applique pas lorsque l'article portant atteinte à un droit est un bâtiment. (Article 44 2) et 3))

2. Quelle est la protection que votre législation sur le droit d'auteur confère aux œuvres étrangères?

L'article 4 de la Loi sur le droit d'auteur dispose que:

"1) Conformément à cet article, le droit d'auteur est conféré à toute œuvre pouvant bénéficier d'un droit d'auteur et dont l'auteur ou, dans le cas d'une coproduction, tout coauteur est, au moment où l'œuvre est réalisée:

- a) un particulier qui est citoyen de, ou qui est domicilié à ou résident permanent de Malte ou d'un État dans lequel le droit d'auteur est protégé en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie;
- b) un ensemble de personnes ou une société commerciale constitué, établi, enregistré et investi de la personnalité juridique conformément à la législation maltaise ou à la législation d'un État dans lequel le droit d'auteur est protégé en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie.
- 2) Conformément aux dispositions de cet article, les durées de protection conférées au droit d'auteur seront calculées comme suit:

TABLEAU

<u>Date d'expiration du droit d'auteur</u>	<u>Type d'œuvre</u>
Soixante-dix ans à compter de la fin de l'année du décès de l'auteur, quelle que soit la date légale de la première diffusion de l'œuvre.	i) Œuvres littéraires, musicales ou artistiques et bases de données
Soixante-dix ans à compter de la fin de l'année du décès de la dernière des personnes suivantes: le réalisateur principal, l'auteur du scénario, l'auteur du dialogue et le compositeur de la musique créée spécialement pour l'œuvre audiovisuelle.	ii) Œuvres audiovisuelles

3) Dans le cas d'une œuvre littéraire, musicale ou artistique écrite anonyme ou écrite sous un pseudonyme, ou dans le cas d'une œuvre collective, le droit d'auteur lié à l'œuvre subsiste jusqu'à expiration d'une période de septante ans à compter de la fin de l'année de première diffusion légale ou à compter de la fin de l'année de réalisation de l'œuvre, si elle n'a pas encore été diffusée:

À condition que, lorsque le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute quant à l'identité de celui-ci ou si l'identité de l'auteur est reconnue au cours de la période à laquelle il est fait référence dans le précédent paragraphe de cet article, ou lorsque, dans le cas d'œuvres collectives par un ensemble de personnes, les personnes physiques à l'origine de l'œuvre sont identifiables individuellement dans les versions de l'œuvre diffusées, les durées de protection du droit d'auteur seront calculées conformément à la disposition du paragraphe i) de la dernière sous-section précédente.

4) Dans le cas d'une coproduction, la référence au décès de l'auteur contenue dans le précédent tableau sera considérée comme se référant au coauteur qui décède en dernier lieu, qu'il soit ou non une personne qualifiée aux termes du paragraphe 1 de l'article 4 de cette loi.

5) Dans le cas d'une personne qui, pour la première fois, publie ou diffuse une œuvre jamais publiée auparavant et dont la durée de protection du droit d'auteur a

expiré, elle bénéficiera d'une protection équivalant aux droits économiques couverts par le droit d'auteur mais limitée à une période de 25 ans à partir de la date de première diffusion ou publication de l'œuvre.

6) Lorsqu'une œuvre est publiée en volumes, en parties, en fascicules, en numéros ou en épisodes et que la durée de protection court à compter de la date de première diffusion de l'œuvre, la durée de protection courra séparément pour chacune de ces parties."

En outre, l'article 5 stipule que:

1) Conformément à cet article, le droit d'auteur est conféré à toute œuvre pouvant bénéficier d'un droit d'auteur et qui est réalisée ou dont la première diffusion a lieu à Malte ou dans un État dans lequel ces œuvres sont protégées en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie et qui n'a pas bénéficié du droit d'auteur conféré par l'article 4 de la présente loi.

2) Le droit d'auteur conféré à une œuvre conformément à cet article aura la même durée que celle prescrite à l'article 4 de la présente loi en rapport avec le même type d'œuvre."

En outre, l'article 7 stipule que:

"1) S'agissant des œuvres audiovisuelles, des bases de données et des œuvres littéraires, musicales ou artistiques, le droit d'auteur sera le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la réalisation à Malte, pour ce qui concerne le matériel couvert, dans sa totalité ou en grande partie, soit dans sa forme originale soit sous toute autre forme visiblement dérivée de l'original, de ce qui suit:

- a) la reproduction directe ou indirecte, temporaire ou permanente par quelque moyen que ce soit et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie;
- b) la location ou le prêt;
- c) la distribution;
- d) la traduction dans d'autres langues, y compris les différents langages informatiques;
- e) l'adaptation, l'arrangement et toute autre altération ainsi que la reproduction, la distribution, la communication, l'exposition ou l'exécution en public des résultats de ceux-ci;
- f) l'émission ou la réémission ou la communication au public ou la retransmission par câble;
- g) l'exposition ou l'exécution en public.

2) À condition que le droit d'autoriser ou d'interdire la retransmission par câble d'une émission de télévision ne puisse être exercé que par une société de gestion collective."

Droits accordés aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion par la Partie IV: Droits voisins de la Loi sur le droit d'auteur

L' article 13 dispose que:

"Les artistes interprètes ou exécutants auront le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la réalisation à Malte des actes énumérés ci-après:

- a) la fixation de leurs exécutions;
- b) la reproduction directe ou indirecte, temporaire ou permanente, par quelque moyen que ce soit et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie, de la fixation de leurs exécutions;
- c) la location et le prêt de leurs exécutions fixées;
- d) la distribution des exécutions originales fixées sur des phonogrammes et des copies de celles-ci;
- e) la première diffusion de la fixation de leurs exécutions, par le moyen des ondes radioélectriques ou par câble, de telle façon que les membres du public peuvent y avoir accès à un endroit et à un moment choisis individuellement par eux;
- f) la radiodiffusion et la communication au public de leurs exécutions, sauf lorsque l'exécution en soi est déjà une exécution radiodiffusée ou est constituée d'une fixation."

L' article 15 stipule que:

"Les producteurs d'enregistrements sonores auront, pour ce qui concerne leurs enregistrements sonores, et les producteurs des premières fixations de films auront, pour ce qui concerne les originaux et les copies de leurs films, le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire:

- a) la reproduction directe ou indirecte, temporaire ou permanente, par quelque moyen que ce soit ou sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie;
- b) la location et le prêt;
- c) la distribution;
- d) la première diffusion par le moyen des ondes radioélectriques ou par câble de telle façon que les membres du public puissent y avoir accès à un endroit et à un moment choisis individuellement par eux."

L' article 17 stipule que:

"1) Les organismes de radiodiffusion auront le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la réalisation à Malte des actes énumérés ci-après:

- a) la fixation de leurs émissions, ou de leurs transmissions par câble initiales;

- b) la reproduction directe ou indirecte, temporaire ou permanente, par quelque moyen que ce soit ou sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie, des fixations de leurs émissions ou transmissions par câble initiales ainsi qu'il est prescrit au paragraphe a) ci-dessus;
 - c) la distribution de la fixation de leurs émissions ou transmission par câbles initiales ainsi qu'il est prescrit au paragraphe a) ci-dessus;
 - d) la rediffusion de leurs émissions ainsi que la communication au public de leurs émissions si cette communication se fait dans des lieux accessibles au public contre le paiement de droits d'entrée;
 - e) la première diffusion de fixations de leur émission ainsi qu'il est prescrit au paragraphe a) ci-dessus, par le moyen des ondes radioélectriques ou du câble, de telle façon que les membres du public puissent y avoir accès à un endroit et à un moment choisis individuellement par eux.
- 2) Un organisme de radiodiffusion ne jouira pas du droit prévu au paragraphe 1 a) ci-dessus lorsqu'il ne fait que retransmettre par câble les émissions des organismes de radiodiffusion."

En outre, l' article 22 de la Loi sur le droit d'auteur stipule que:

"Les droits voisins conférés par cette partie s'appliqueront uniquement aux œuvres:

- a) dont l'artiste exécutant ou interprète, le producteur ou l'organisme de radiodiffusion est:
 - i) un particulier qui est citoyen de, ou qui est domicilié à, ou résident permanent de Malte ou d'un État dans lequel ces œuvres sont protégées par des droits voisins en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie;
 - ii) un ensemble de personnes ou une société commerciale constitué, établi, enregistré et investi de la personnalité juridique conformément à la législation maltaise ou à la législation d'un État dans lequel ces œuvres sont protégées par des droits voisins en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie; ou
- b) qui sont réalisées, publiées pour la première fois, émises ou communiquées au public à Malte ou dans un État dans lequel ces œuvres sont protégées par des droits voisins en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie; ou
- c) qui sont réalisées par ou sous la direction ou le contrôle du gouvernement de Malte ainsi que les gouvernements d'autres États, organismes internationaux ou autres organisations intergouvernementales éventuellement indiqués."

III. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour votre développement socio-économique et technologique, mentionnées à l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière ces mesures sont compatibles avec les dispositions dudit accord.

Les seules dispositions existant à ce sujet figurent dans la Loi sur les brevets, laquelle stipule que, lorsque la sécurité nationale ou la sécurité publique l'exigent, le ministre responsable de la protection de la propriété intellectuelle peut autoriser, et ce même sans le consentement du titulaire, une agence ou une personne désignée dans l'avis susmentionné à réaliser, utiliser ou vendre une invention à laquelle est lié un brevet ou une demande de brevet, à condition qu'il verse une rémunération équitable au titulaire du brevet ou de la demande de brevet (article 40 1)).

Ces dispositions sont fondées sur l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC et il y est fait référence à la réponse à la question 34.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la protection des droits d'auteur exclusifs pour ce qui est des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'il est spécifié à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, article en vertu duquel les Membres sont tenus de se conformer aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne (1971) et à l'annexe de ladite Convention (1971)?

La loi contenant de nouvelles dispositions en matière de droit d'auteur et de droits voisins et de certains droits de propriété intellectuelle *sui generis* (ci-après dénommée la Loi sur le droit d'auteur) est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC car elle est conforme aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne. En fait, elle est également conforme à l'article 6*bis* puisqu'elle prévoit également la protection des droits moraux. Elle est plus étendue que la Convention de Berne et est fondée sur l'*acquis communautaire* de l'Union européenne dans ce domaine.

En outre, l'article 7 stipule que:

"7 1) S'agissant des œuvres audiovisuelles, des bases de données et des œuvres littéraires, musicales ou artistiques, le droit d'auteur sera le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la réalisation à Malte, pour ce qui concerne le matériel couvert, dans sa totalité ou en grande partie, soit dans sa forme originale soit sous toute autre forme visiblement dérivée de l'original, de ce qui suit:

- a) la reproduction directe ou indirecte, temporaire ou permanente par quelque moyen que ce soit et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie;
- b) la location ou le prêt;
- c) la distribution;

- d) la traduction dans d'autres langues, y compris les différents langages informatiques;
 - e) l'adaptation, l'arrangement et toute autre altération ainsi que la reproduction, la distribution, la communication, l'exposition ou l'exécution en public des résultats de ceux-ci;
 - f) l'émission ou la réémission ou la communication au public ou la retransmission par câble;
 - g) l'exposition ou l'exécution en public:
- 2) À condition que le droit d'autoriser ou d'interdire la retransmission par câble d'une émission de télévision ne puisse être exercé que par une société de gestion collective."

3. Pourriez-vous décrire la protection accordée aux auteurs de programmes d'ordinateur, de bases de données ou de compilations de données?

La définition de l'œuvre littéraire telle que précisée à l'article 2 1) englobe notamment les programmes d'ordinateur. Par conséquent, la protection accordée aux œuvres littéraires est également accordée aux programmes d'ordinateur.

"Les compilations de données" sont protégées par l'article 3, qui dispose qu'une base de données peut jouir d'un droit d'auteur à condition qu'elle ait un caractère original et qu'elle ait été écrite, enregistrée, fixée ou réduite à la forme matérielle d'une autre manière. Une base de données ne pourra pas être protégée par un droit d'auteur sauf si, en raison de la sélection ou de l'arrangement de son contenu, elle constitue la création intellectuelle de l'auteur. En outre, l'article 25 stipule que "le créateur d'une base de données qui peut démontrer qu'il y a eu investissement substantiel, soit quantitativement soit qualitativement, dans l'obtention, la vérification ou la présentation du contenu de la base de données, aura le droit, quelle que soit la capacité de la base de données ou de son contenu à être protégée par un droit d'auteur ou par d'autres droits, d'autoriser ou d'interdire les actes d'extraction ou de réutilisation de son contenu, dans son intégralité ou pour l'essentiel, évalué qualitativement ou quantitativement."

4. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit un droit de location et, dans l'affirmative, préciser les œuvres auxquelles il s'applique?

Les droits de location sont stipulés à l'article 7 pour ce qui concerne les œuvres audiovisuelles et les bases de données, ainsi que pour les œuvres littéraires, musicales et artistiques. Ce droit est également accordé aux:

- a) artistes interprètes ou exécutants pour ce qui concerne la location de leurs exécutions fixées (article 13); et
- b) producteurs d'enregistrements sonores, pour ce qui concerne leurs enregistrements sonores, et producteurs de premières fixations de films, pour ce qui concerne les originaux et les copies de leurs films (article 15).

5. Pourriez-vous décrire les droits dont les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes (enregistrements sonores) et les organismes de radiodiffusion bénéficient en vertu de votre législation?

Ces droits sont accordés aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion par la Partie IV: droits voisins de la Loi sur le droit d'auteur.

L'article 13 stipule que:

"Les artistes interprètes ou exécutants auront le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la réalisation à Malte des actes énumérés ci-après:

- a) la fixation de leurs exécutions;
- b) la reproduction directe ou indirecte, temporaire ou permanente, par quelque moyen que ce soit et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie, de la fixation de leurs exécutions;
- c) la location et le prêt de leurs exécutions fixées;
- d) la distribution des exécutions originales fixées sur des phonogrammes et des copies de celles-ci;
- e) la première diffusion de la fixation de leurs exécutions, par le moyen des ondes radioélectriques par câble, de telle façon que les membres du public peuvent y avoir accès à un endroit et à un moment choisis individuellement par eux;
- f) la radiodiffusion et la communication au public de leurs exécutions, sauf lorsque l'exécution en soi est déjà une exécution radiodiffusée ou est constituée d'une fixation."

L'article 15 stipule que:

"Les producteurs d'enregistrements sonores auront, pour ce qui concerne leurs enregistrements sonores, et les producteurs des premières fixations de films auront, pour ce qui concerne les originaux et les copies de leurs films, le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire:

- a) la reproduction directe ou indirecte, temporaire ou permanente, par quelque moyen que ce soit ou sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie;
- b) la location et le prêt;
- c) la distribution;
- d) la première diffusion par le moyen des ondes radioélectriques ou par câble de telle façon que les membres du public puissent y avoir accès à un endroit et à un moment choisis individuellement par eux."

L'article 17 stipule que:

"1) Les organismes de radiodiffusion auront le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la réalisation à Malte des actes énumérés ci-après:

- a) la fixation de leurs émissions, ou de leurs transmissions par câble initiales;
 - b) la reproduction directe ou indirecte, temporaire ou permanente, par quelque moyen que ce soit ou sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie, des fixations de leurs émissions ou transmissions par câble initiales ainsi qu'il est prescrit au paragraphe a) ci-dessus;
 - (c) la distribution de la fixation de leurs émissions ou transmissions par câble initiales ainsi qu'il est prescrit au paragraphe a) ci-dessus;
 - d) la rediffusion de leurs émissions ainsi que la communication au public de leurs émissions si cette communication se fait dans des lieux accessibles au public contre le paiement de droits d'entrée;
 - e) la première diffusion de fixations de leur émission ainsi qu'il est prescrit au paragraphe a) ci-dessus, par le moyen des ondes radioélectriques ou par câble, de telle façon que les membres du public puissent y avoir accès à un endroit et à un moment choisis individuellement par eux.
- 2) Un organisme de radiodiffusion ne jouira pas du droit prévu au paragraphe 1 a) ci-dessus lorsqu'il ne fait que retransmettre par câble les émissions des organismes de radiodiffusion."

6. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des limitations ou exceptions pour chacun des droits spécifiés plus haut conformément aux dispositions pertinentes des Conventions de Berne et de Rome et compte tenu des articles 13 et 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?

La Loi sur le droit d'auteur prévoit des exceptions via l'article 9, qui stipule que:

"Le droit d'auteur pour une œuvre audiovisuelle, une base de données, une œuvre littéraire, musicale ou artistique ne comprendra pas le droit d'autoriser ou d'interdire:

- a) sauf dans le cas d'un programme d'ordinateur, la réalisation d'un des actes mentionnés au paragraphe 1) de l'article 7 en toute loyauté à des fins de recherche, d'utilisation privée, de critique ou d'examen, ou l'annonce d'événements actuels, à condition que, si une telle utilisation est publique, elle soit accompagnée d'une reconnaissance du titre de l'œuvre et de son(s) auteur(s), sauf lorsque l'œuvre est accidentellement incluse dans une émission ou réémission ou une communication au public ou une retransmission par câble:

À condition que lorsque, aux termes de ce paragraphe, l'auteur d'une œuvre pouvant bénéficier du droit d'auteur est victime d'une atteinte à son droit de prêt exclusif, il puisse recevoir une rémunération pour ce prêt, qui pourra être récoltée individuellement ou par le biais d'une société de gestion collective, émanant de l'organisme ayant prêté l'œuvre ou les copies de celle-ci, autre que les bibliothèques publiques, les universités et les établissements scolaires autorisés par l'État qui sont tous exclus de cette obligation. Dans le calcul d'une telle rémunération, uniquement dans le cas des œuvres littéraires, musicales et artistiques, il sera tenu compte des objectifs de promotion de la

culture nationale et, en cas de désaccord à propos de la rémunération due, le montant sera déterminé par le Conseil;

- b) la réalisation de l'un des actes susmentionnés au moyen d'une parodie, d'un pastiche ou d'une caricature;
- c) l'inclusion, dans une œuvre audiovisuelle, de l'émission, la réémission, la communication au public ou la retransmission par câble de toute œuvre artistique située à un endroit où elle peut être vue par le public;
- d) la reproduction et la distribution de copies de toute œuvre artistique située de façon permanente à un endroit où elle peut être vue par le public;
- e) l'inclusion fortuite d'une œuvre artistique dans une œuvre, une émission ou une réémission audiovisuelle;
- f) la reproduction d'une petite partie d'une œuvre déjà publiée, au moyen d'une illustration, par des écrits ou des enregistrements sonores ou audiovisuels à des fins éducatives:

À condition que cette reproduction soit compatible avec les pratiques loyales et que son étendue ne soit pas supérieure à celle justifiée par son objectif et que sa source et le nom de l'auteur soient indiqués dans la mesure du possible.

- g) la reproduction, dans le cadre de cours face à face donnés dans des établissements scolaires dont les activités ne servent pas à générer des bénéfices commerciaux directs ou indirects, et dans les limites justifiées par l'objectif visé, d'un article publié ou de toute autre œuvre brève ou extrait d'un écrit, avec ou sans illustrations:

À condition que l'acte de reproduction soit un acte isolé qui s'est produit, s'il a été répété, à des occasions séparées et non liées, et qu'il n'existe aucune licence collective (c'est-à-dire, proposée par une société de gestion collective de façon à ce que l'établissement scolaire soit informé de l'existence de la licence) au titre de laquelle cette reproduction peut être réalisée:

À condition également que la source et le nom de l'auteur soient indiqués sur toute copie réalisée au titre de cette sous-section, dans les limites du possible;

- h) la lecture ou la récitation en public par une personne d'un extrait raisonnable d'une œuvre littéraire publiée pour autant que celle-ci soit accompagnée de remerciements suffisants;
- i) la réalisation de copies uniques d'œuvres par les bibliothèques publiques, les centres de documentation non commerciaux et les organismes scientifiques à des fins d'étude, de savoir ou de recherches personnelles, pour autant qu'il n'existe aucune licence collective pour cette reproduction, qu'elle ne génère aucun revenu et qu'aucun droit d'entrée ne soit exigé pour la communication au public, le cas échéant, de l'œuvre ainsi exploitée;
- j) la réalisation de copies d'œuvres par les bibliothèques publiques, les centres de documentation non commerciaux et les organismes scientifiques en vue de

préserver et, si nécessaire, au cas où celle-ci serait perdue, détruite ou rendue inutilisable, de remplacer une copie ou de remplacer, dans la collection permanente d'une autre bibliothèque ou archive similaire, une copie qui a été perdue, détruite ou rendue inutilisable:

À condition qu'il soit impossible d'obtenir une telle copie dans des conditions raisonnables et que l'acte de reproduction soit un acte isolé qui s'est produit, s'il a été répété, à des occasions séparées et non liées;

- k) la réalisation de l'un des actes susmentionnés, à la demande d'une personne ayant un handicap de perception ou pour une organisation sans but lucratif agissant dans l'intérêt de celle-ci:

À condition que ceci ne s'applique pas lorsque l'œuvre dont il est question est disponible sur le marché dans un format spécifiquement conçu pour satisfaire les besoins de toute personne à laquelle il est fait référence au paragraphe ci-dessus et dans des délais raisonnables, à un prix raisonnable et moyennant des efforts raisonnables;

- l) les actes de reproduction provisoires tels que les actes de reproduction passagers et fortuits faisant partie intégrante d'un processus technologique, y compris ceux qui facilitent le fonctionnement efficace des systèmes de transmission, dont l'unique objectif est de permettre l'exploitation d'une œuvre ou d'une autre matière, et qui n'ont pas de signification économique indépendante;
- m) la reproduction d'une œuvre par ou sous la direction ou le contrôle d'un organisme de radiodiffusion réalisée au moyen de la structure de l'organisme de radiodiffusion et uniquement afin d'être exploitée dans ses propres émissions, lorsque la reproduction de ces copies est destinée exclusivement à une émission ou une réémission légale et que celles-ci sont détruites avant expiration de la période de six mois calendrier immédiatement après la réalisation de la reproduction ou d'une période plus longue, telle qu'elle a été convenue entre l'organisme de radiodiffusion et le détenteur du droit d'auteur de l'œuvre approprié:

À condition que toute reproduction d'une œuvre réalisée au titre de ce paragraphe puisse, si elle est d'une nature documentaire exceptionnelle, être conservée dans les archives de l'organisme de radiodiffusion, mais qu'elle ne soit pas exploitée pour des émissions ou des réémissions ni pour toute autre raison sans le consentement du détenteur du droit d'auteur approprié de l'œuvre;

- n) la communication au public d'une œuvre, à un endroit où aucun droit d'entrée n'est exigé pour la communication en question, par tout club dont l'objectif n'est pas lucratif;
- o) toute exploitation d'une œuvre à des fins de poursuites judiciaires ou de déclaration de telles poursuites;
- p) dans le cas d'un programme d'ordinateur, l'observation, l'étude ou l'essai du fonctionnement du programme par l'exploitant titulaire d'une licence en vue

de déterminer les idées et principes à la base de tout élément du programme si ces actes sont réalisés pendant l'exécution du téléchargement, de l'affichage, de l'exécution, de la transmission ou du stockage du programme qu'il est autorisé à faire;

- q) dans le cas d'un programme d'ordinateur, la reproduction par l'exploitant titulaire d'une licence du code et la traduction de sa forme indispensables pour obtenir les renseignements nécessaires à l'interopérabilité avec d'autres programmes d'un programme d'ordinateur créé de façon indépendante, à condition que ces actes soient limités aux parties du programme original nécessaires à l'interopérabilité et que les renseignements nécessaires à l'interopérabilité n'aient pas été précédemment mis à disposition de l'exploitant titulaire d'une licence:

À condition que tout renseignement obtenu à partir de la reproduction du code et de la traduction de la forme d'un programme d'ordinateur réalisée au titre de ce paragraphe ne soit pas:

- i) utilisé à des fins autres que celle de l'interopérabilité du programme d'ordinateur créé de façon indépendante;
 - ii) donné à d'autres personnes, sauf lorsque cela est nécessaire pour l'interopérabilité d'un programme d'ordinateur créé de façon indépendante;
 - iii) poursuivi en justice pour la création, la production ou la commercialisation d'un programme d'ordinateur substantiellement similaire dans son expression au programme original, ou pour tout autre acte portant atteinte au droit d'auteur;
- r) la réalisation d'une copie ou d'une copie de secours, la traduction, l'adaptation, l'arrangement et toute autre altération d'un programme d'ordinateur et la reproduction des résultats, dans la mesure où cela est nécessaire à l'exploitant titulaire d'une licence pour pouvoir utiliser le programme de la façon qu'il convient conformément à l'usage auquel il est destiné, y compris la correction d'erreurs; et le droit de l'exploitant titulaire d'une licence de réaliser une copie de secours d'un programme d'ordinateur ne peut être limité ni exclu par contrat dans la mesure où il est nécessaire à l'exploitation de ce programme d'ordinateur;
- s) dans le cas d'une base de données, l'exécution des actes qui sont normalement nécessaires afin que l'exploitant titulaire d'une licence puisse avoir accès au contenu de la base de données et qu'il puisse utiliser celui-ci normalement, pour ce qui concerne l'intégralité ou une partie de la base de données que l'exploitant est autorisé à exploiter, et toutes les dispositions contractuelles allant à l'encontre de ce qui est prescrit dans ce paragraphe seront nulles et non avenues;
- t) dans le cas d'une base de données, toute utilisation nécessaire aux fins de sécurité publique ou de procédure administrative, dans les limites justifiées par cette fin."

En outre, l'article 21 indique que:

"Les dispositions des paragraphes a), f), g), i), j) k) et m) de l'article 9 de la présente loi s'appliquent aux droits voisins conférés par cet article de la même manière qu'ils s'appliquent au droit d'auteur pour les œuvres littéraires, musicales ou artistiques ou les œuvres audiovisuelles ou les bases de données."

Question de suivi:

Pourriez-vous expliquer dans quelle mesure l'article 9 n) de la Loi sur le droit d'auteur est compatible avec l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC conjointement avec les articles 11 et 11bis de la Convention de Berne et l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC?

L'article 9 de la nouvelle Loi maltaise sur le droit d'auteur a été conservée telle quelle de l'ancienne Loi sur le droit d'auteur. L'article en question doit être modifié afin de garantir sa compatibilité avec l'Accord sur les ADPIC et la Convention de Berne.

7. Pourriez-vous préciser la durée de protection offerte pour chacun des droits mentionnés plus haut et l'œuvre ou l'objet auquel elle s'applique?

L'article 4 2) stipule que "conformément aux dispositions de cet article, les durées de protection conférées au droit d'auteur seront calculées comme suit:

TABLEAU

<u>Date d'expiration du droit d'auteur</u>	<u>Type d'œuvre</u>
Soixante-dix ans à compter de la fin de l'année du décès de l'auteur, quelle que soit la date de première diffusion de l'œuvre.	i) Œuvres littéraires, musicales ou artistiques et bases de données
Soixante-dix ans à compter de la fin de l'année du décès de la dernière des personnes suivantes: le réalisateur principal, l'auteur du scénario, l'auteur du dialogue et le compositeur de la musique créée spécialement pour l'œuvre audiovisuelle.	ii) Œuvres audiovisuelles

Elle est complétée par ce qui suit:

"Article 4 3): Dans le cas d'une œuvre littéraire, musicale ou artistique écrite anonyme ou écrite sous un pseudonyme, ou dans le cas d'une œuvre collective, le droit d'auteur lié à l'œuvre subsiste jusqu'à expiration d'une période de 70 ans à compter de la fin de l'année de la première diffusion ou à compter de la fin de l'année de réalisation de l'œuvre, si elle n'a pas encore été diffusée:

À condition que, lorsque le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute quant à l'identité de celui-ci ou si l'identité de l'auteur est reconnue au cours de la période à laquelle il est fait référence dans le précédent paragraphe de cette sous-section, ou lorsque, dans le cas d'œuvres collectives par un ensemble de

personnes, les personnes physiques à l'origine de l'œuvre sont identifiables individuellement dans les versions de l'œuvre diffusées, les durées de protection du droit d'auteur seront calculées conformément à la disposition du paragraphe i) de la dernière sous-section précédente."

"Article 4 5): Dans le cas d'une personne qui, pour la première fois, publie ou communique légalement au public une œuvre jamais publiée auparavant et dont la durée de protection du droit d'auteur a expiré, elle bénéficiera d'une protection équivalant aux droits économiques couverts par le droit d'auteur mais limitée à une période de 25 ans à partir de la date de première diffusion ou publication de l'œuvre."

"Article 4 6): Lorsqu'une œuvre est publiée en volumes, en parties, en fascicules, en numéros ou en épisodes et que la durée de protection court à compter de la date de première diffusion de l'œuvre, la durée de protection courra séparément pour chacune de ces parties."

S'agissant des droits des artistes interprètes ou exécutants, **l'article 14** stipule:

"Les droits conférés par le présent article le sont pour une période de 50 ans à compter de la fin de l'année de la première publication ou de la première communication au public de la fixation de l'exécution, celle qui a eu lieu en premier, ou, à défaut de publication ou communication au public, à compter de la fin de l'année de la première exécution."

S'agissant des droits des producteurs, l'article 16 stipule:

Les droits sur les enregistrements sonores et les œuvres audiovisuelles conférés par cet article le sont pour une période de 50 ans à compter de la fin de l'année en laquelle l'enregistrement sonore ou la première fixation de l'œuvre audiovisuelle a été publiée ou communiquée au public légalement pour la première fois, la première des deux dates, ou, à défaut de publication ou communication au public, à compter de la fin de l'année de la première fixation.

S'agissant des organismes de radiodiffusion, **l'article 18** stipule:

Les droits sur les émissions conférés par le présent article le sont pour une période de 50 ans à compter de la fin de l'année de la première transmission de l'émission, soit par le câble soit par les ondes, que ça soit par câble ou par satellite.

8. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation accorde la protection rétroactive prévue conformément à l'article 18 de la Convention de Berne (cette obligation découle de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC) et à l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?

La question de la protection rétroactive est traitée à l'article 60, laquelle dispose que:

"1) La présente loi s'applique:

- a) aux œuvres réalisées après l'entrée en vigueur de la présente loi; et
- b) excepté les dispositions du paragraphe 2) du présent article, aux œuvres réalisées avant l'entrée en vigueur de la présente loi, lorsque la durée de

protection n'a pas, à l'entrée en vigueur de cette loi, expiré au titre de la Loi sur le droit d'auteur (Cap 196) abrogée par l'article 61 de la présente loi.

- 2) a) Les droits des artistes interprètes ou exécutants en termes de fixation de leur exécution sur un phonogramme en vue d'empêcher la fixation de leur exécution non fixée qui a eu lieu avant l'entrée en vigueur de la présente loi ainsi que la reproduction d'une telle fixation lorsqu'elle est entreprise sans leur autorisation, et les droits des artistes interprètes ou exécutants d'empêcher la radiodiffusion par le moyen des ondes radioélectriques et la communication au public de leur exécution directe lorsque celle-ci est entreprise sans leur autorisation, seront protégés par la présente loi jusqu'à expiration de la période de 50 ans calculée à compter de la fin de l'année civile de l'exécution.

À condition que ces droits soient exercés par une société de gestion collective.

- b) Le droit des producteurs d'enregistrements sonores réalisés avant l'entrée en vigueur de la présente loi d'autoriser ou d'interdire la location desdits enregistrements sonores sera protégé au titre de cette loi pour une période de 50 ans, calculée à compter de la fin de l'année civile de l'enregistrement sonore.

À condition que ces droits soient exercés par une société de gestion collective.

- c) Le droit du détenteur de droit d'auteur concernant une œuvre littéraire constituée d'un programme d'ordinateur d'autoriser ou d'interdire la location dudit programme sera protégé jusqu'à la fin d'une période de 50 ans, calculée à compter de l'année civile du décès de l'auteur dudit programme d'ordinateur.

- 3) Aucune action ne peut être engagée au titre de la présente loi concernant une action réalisée avant l'entrée en vigueur de cette loi en matière de droits reconnus par la présente Loi sur le droit d'auteur (Cap 196), abrogée par l'article 61 de cette loi."

Question complémentaire:

Pourriez-vous préciser la durée de la protection offerte aux détenteurs de droits au titre de la Loi sur le droit d'auteur Cap. 196, qui a été abrogée?

L'article 4 2), 3) et 4) de la loi Cap. 196, qui a été abrogée, stipule que:

- "2) conformément aux dispositions de cet article, les durées de protection conférées au droit d'auteur seront calculées comme suit:

TABLEAU

<u>Type d'œuvre</u>	<u>Date d'expiration du droit d'auteur</u>
i) Œuvres littéraires, musicales ou artistiques autres que les photographies.	25 ans à compter de la fin de l'année du décès de l'auteur.
ii) Films cinématographiques et photographies.	25 ans à compter de la fin de l'année de la première diffusion de l'œuvre par le titulaire du droit lié à celle-ci.
iii) Enregistrements sonores	25 ans après la fin de l'année de l'enregistrement.
iv) Radiodiffusion	25 ans après la fin de l'année de la radiodiffusion.

3) Dans le cas d'une œuvre littéraire, musicale ou artistique écrite anonyme ou écrite sous un pseudonyme dont la durée de protection du droit d'auteur est établie au paragraphe I) de la dernière sous-section précédente, le droit d'auteur subsiste jusqu'à expiration d'une période de 25 ans à compter de la fin de l'année de la première publication.

À condition que, si l'identité de l'auteur est reconnue, les durées de protection du droit d'auteur soient calculées conformément aux dispositions du paragraphe I) de la dernière sous-section précédente.

4) Dans le cas d'une coproduction, la référence au décès de l'auteur dans le précédent tableau sera considérée comme se référant au coproducteur qui décède en dernier lieu, qu'il soit ou non une personne qualifiée."

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

9. Pourriez-vous donner la définition d'un signe selon votre législation nationale et expliquer dans quelles conditions il peut faire l'objet d'une protection?

L'article 2 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce définit la marque de fabrique ou de commerce de la façon suivante:

"tout signe pouvant être représenté graphiquement est propre à distinguer les produits ou les services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises. De façon plus spécifique, une marque de fabrique ou de commerce peut consister en des mots (y compris des noms de personnes), des éléments figuratifs, des lettres, des chiffres ou la forme des marchandises ou leur emballage.

Aux fins de la présente loi, l'expression "tout signe pouvant être représenté graphiquement" s'entend de tout signe pouvant être écrit en mots."

En outre, l'article 4 stipule que:

"1) Les signes ci-après ne seront pas enregistrés en tant que marques de fabrique ou de commerce:

- a) les signes qui ne correspondent pas à la définition des marques de fabrique ou de commerce énoncée à l'**article 2**;
- b) les marques de fabrique ou de commerce dénuées de tout caractère distinctif;
- c) les marques de fabrique ou de commerce exclusivement constituées de signes ou d'indications propres à désigner, dans le cadre du commerce, le genre, la qualité, l'utilisation, la valeur, l'origine géographique, le moment de production des marchandises ou de la prestation de services, ou d'autres caractéristiques liées aux marchandises ou aux services;
- d) les marques de fabrique ou de commerce constituées exclusivement de signes ou indications devenus courants dans le langage actuel ou dans le cadre des pratiques commerciales sérieuses et établies:

À condition qu'une marque de fabrique ou de commerce ne se voie pas refuser d'être enregistrée en vertu des paragraphes b), c) ou d) ci-dessus si, avant la date de demande d'enregistrement, elle a acquis un caractère distinctif résultant de l'utilisation qui en a été faite.

2) Un signe ne sera pas enregistré en tant que marque de fabrique ou de commerce s'il est exclusivement constitué de:

- a) la forme qui résulte de la nature des marchandises elles-mêmes;
- b) la forme des marchandises qui est nécessaire pour obtenir un résultat technique; ou
- c) la forme qui confère aux marchandises une valeur substantielle.

3) Une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas enregistrée si elle est:

- a) contraire à la politique ou aux principes de moralité généralement admis; ou
- b) de nature à induire le public en erreur ou susceptibles d'induire le public en erreur quant à la nature, la qualité ou l'origine géographique des marchandises ou des services ou de toute autre manière.

4) Une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas enregistrée si, ou dans la mesure où, son utilisation est interdite à Malte par une quelconque loi ou règle juridique.

5) Une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas enregistrée dans les cas stipulés, ou auxquels il est fait référence, à l'article 5.

6) Une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas enregistrée si, ou dans la mesure où, la demande est déposée en mauvaise foi."

En outre, l'article 6 stipule:

"1) Une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas enregistrée si elle est identique à une marque de fabrique ou de commerce déjà existante et si les marchandises ou les services auxquels la marque de fabrique ou de commerce est appliquée sont identiques aux marchandises ou services pour lesquels la marque existante est protégée.

2) Une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas enregistrée si, au motif qu'elle est identique à une marque déjà existante et doit être enregistrée pour des marchandises et services similaires à ceux pour lesquels la marque existante est protégée, ou qu'elle est similaire à une marque déjà existante et doit être enregistrée pour des marchandises et des services identiques ou similaires à ceux pour lesquels la marque existante est protégée, il existe une possibilité de confusion de la part du public, y compris la possibilité d'une association par le public à la marque existante:

À condition que la simple association sans possibilité de confusion n'empêche pas l'enregistrement d'une marque.

3) Une marque de fabrique ou de commerce qui:

a) est identique ou similaire à une marque déjà existante; et

b) va être enregistrée pour des marchandises et des services qui ne sont pas similaires à ceux pour lesquels la marque existante est protégée, ne sera pas enregistrée si, ou dans la mesure où, la marque existante a une réputation à Malte et que l'utilisation de la nouvelle marque, sans raison valable, bénéficie injustement du, ou porte préjudice au, caractère distinctif ou à la réputation de la marque existante.

4) Une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas enregistrée si, ou dans la mesure où, son utilisation à Malte est susceptible d'être empêchée:

a) en vertu d'une règle juridique protégeant une marque de fabrique ou de commerce non enregistrée ou un autre signe dans le cadre commercial; ou

b) en vertu d'un droit autre que ceux auxquels il est fait référence à l'alinéa a) de la présente loi ou aux paragraphes 1) à 3), plus particulièrement en vertu de la Loi sur le droit d'auteur, ou sur les dessins et modèles enregistrés."

10. Pourriez-vous spécifier si les services peuvent ou non faire l'objet d'une protection dans le cadre de votre législation sur les marques de fabrique ou de commerce? Pourriez-vous préciser si un tel signe tel que le nom commercial peut faire l'objet d'une protection et indiquer si des éléments tels que les sons, les parfums et les contenants peuvent aussi en bénéficier?

Tous les signes répondant à la définition d'une marque de fabrique ou de commerce énoncée à la question 9 peuvent être protégés.

11. Pourriez-vous expliquer quelles sont les obligations d'usage prévues, le cas échéant, comme condition de l'enregistrement? À cet égard, pourriez-vous également préciser la définition de l'usage et les conditions de maintien de l'enregistrement?

Il n'est imposé aucune condition d'usage à des fins d'enregistrement. Toutefois, selon l'article 42:

"1) L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut être révoqué pour l'un des motifs énoncés ci-après:

- a) si, pendant la période de cinq ans à compter de la date d'accomplissement de la procédure d'enregistrement, la marque n'a pas été véritablement utilisée à Malte, par le titulaire ou avec son consentement, en rapport avec les marchandises ou les services pour lesquels elle est enregistrée, et qu'il n'existe aucune raison valable justifiant ce non-usage;
- b) si cet usage a été suspendu pendant une période ininterrompue de cinq ans et qu'il n'existe aucune raison valable justifiant ce non-usage;
- c) si, en conséquence des actes ou de l'inactivité du titulaire, elle est devenue le nom commercial courant d'un produit ou d'un service pour lequel elle est enregistrée;
- d) si, en conséquence de l'utilisation qui en est faite par le titulaire ou avec son consentement, elle peut induire le public en erreur concernant les marchandises ou les services pour lesquels elle est enregistrée, plus particulièrement quant à la nature, la qualité ou l'origine géographique de ces marchandises ou services.

2) Aux fins du paragraphe 1), l'utilisation d'une marque de fabrique ou de commerce comprend l'utilisation de celle-ci sous une forme différant dans des éléments tels qu'ils n'altèrent pas le caractère distinctif de la marque dans la forme sous laquelle elle a été enregistrée, et l'utilisation à Malte comprend l'apposition à Malte de la marque de fabrique ou de commerce sur les marchandises ou l'emballage des marchandises, uniquement à des fins d'exportation.

3) L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas radié au motif mentionné aux alinéas a) ou b) du paragraphe 1) si l'usage auquel il est fait référence dans ce paragraphe débute ou reprend après expiration de la période de cinq ans, et avant l'introduction de la demande de radiation:

À condition que le début ou la reprise de l'usage après expiration de la période de cinq ans, mais pendant une période de trois mois avant l'introduction de la demande, ne soit pas pris en compte, à moins que les préparations en vue du commencement ou de la reprise de l'usage n'aient débuté avant que le titulaire n'ait connaissance du probable dépôt de la demande.

4) Toute personne peut déposer une demande de révocation auprès de la première Chambre du tribunal civil par ordonnance d'assignation.

5) Lorsqu'il existe des motifs justifiant la révocation seulement pour certaines marchandises ou services pour lesquels la marque est enregistrée, la révocation sera limitée à ces marchandises ou services.

6) Lorsque l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce est révoqué, dans les limites définies, les droits du titulaire seront considérés comme ayant cessé dans ces limites à compter de:

- a) la date de demande de révocation; ou
- b) s'il existait précédemment des motifs de révocation, cette date."

12. Pourriez-vous confirmer si, en vertu de votre législation, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut ou non être indéfiniment renouvelé?

L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut être indéfiniment renouvelé pendant une période de dix ans à compter de la date d'enregistrement.

13. Pourriez-vous décrire les obligations spéciales, s'il y a lieu, prévues par votre législation concernant l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce?

Veillez vous reporter à la réponse à la question 11.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

14. Pourriez-vous expliquer si l'autorité responsable de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce peut refuser une demande d'enregistrement si la marque de fabrique ou de commerce contient une indication géographique?

L'article 4 1) stipule que les marques de fabrique ou de commerce ne peuvent pas être enregistrées si elles sont exclusivement constituées de signes ou d'indications utilisés dans le commerce pour désigner l'indication géographique des marchandises ou la prestation de services ou autres caractéristiques des marchandises ou services. Cette prescription ne s'applique pas à la certification ni aux marques collectives (Listes 1 et 2).

En outre, l'article 4 3) b) empêche l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce si elle est:

"de nature à induire le public en erreur ou susceptible d'induire le public en erreur quant à la nature, la qualité ou l'origine géographique des marchandises ou services ou de toute autre manière."

15. Pourriez-vous préciser quelle est la définition d'une indication géographique dans votre législation?

Il n'existe pas de telle définition.

16. Pourriez-vous décrire et expliquer les dispositions de votre législation établissant un lien, le cas échéant, entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique?

Il n'existe aucune disposition à ce sujet.

17. Pourriez-vous indiquer si votre législation accorde ou non une protection additionnelle aux vins et spiritueux et, dans l'affirmative, pourriez-vous décrire de quelle manière? Veillez citer, le cas échéant, d'autres types de produits visés par cette protection additionnelle.

Les articles auxquelles il est fait référence dans la réponse à la question 14 satisfont à ces obligations.

18. Pourriez-vous expliquer comment les exceptions visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC sont utilisées dans votre juridiction? Pourriez-vous fournir des exemples d'utilisation des exceptions par les tribunaux ou des listes de noms considérées comme génériques dans votre juridiction?

À ce jour, nous n'avons jamais dû recourir à ces exceptions et aucune liste n'existe à ce sujet.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

19. Pourriez-vous indiquer si, en vertu de votre législation, la protection s'étend ou non aux dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles? Veuillez expliquer comment les dessins et modèles de textiles sont protégés.

L'article 68 de l'Ordonnance sur la propriété industrielle (Protection) dispose que:

"Dans la présente ordonnance, le terme dessin ou modèle de fabrication s'entend de tout dessin ou modèle qui, par quelque moyen ou procédé que ce soit, est applicable à tout article de fabrication ou à toute autre substance, naturelle ou artificielle, ou partiellement naturelle et partiellement artificielle, que le dessin ou le modèle soit applicable pour le modèle, pour la forme ou la configuration, ou pour son ornement."

Si un dessin ou modèle répond à ce critère, son enregistrement sera accepté (en partant du principe qu'il est nouveau), qu'il ait été ou non dicté par des considérations techniques ou fonctionnelles.

Le titulaire d'un dessin textile peut obtenir une protection en déposant une demande d'enregistrement auprès du Bureau de la propriété industrielle, à condition qu'il réponde au critère mentionné à l'article 68 ci-dessus de l'Ordonnance sur la propriété industrielle (Protection). En outre, les œuvres artistiques sont protégées via la Loi sur le droit d'auteur pour une période pouvant aller jusqu'à 70 ans après le décès de l'auteur.

20. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège le titulaire d'un dessin ou modèle de l'importation d'articles portant ou comportant ce dessin ou modèle ou une copie de celui-ci?

L'article 67 de l'Ordonnance sur la propriété industrielle (Protection) dispose que:

"Un tel enregistrement confère au titulaire le droit d'auteur concernant le dessin ou le modèle, c'est-à-dire le droit exclusif de reproduire le dessin ou modèle et d'appliquer ce dessin ou modèle à tout article ou substance mentionné dans la section suivante."

En outre, l'article 42 2) de la Loi sur le droit d'auteur stipule que:

"Il est également considéré qu'il est porté atteinte au droit d'auteur, aux droits voisins et aux droits *sui generis* lorsque toute personne, sans détenir de licence du titulaire ou du détenteur du droit d'auteur, importe à Malte, à des fins autres que celles d'utilisation privée et domestique, ou distribue à des fins commerciales, de location ou autre ou, à des fins commerciales, expose en public ou est en possession ou fabrique dans le cadre commercial, ou offre ou expose à la vente ou à la location, un article pour lequel il a

été porté atteinte au droit d'auteur, à des droits voisins ou à des droits *sui generis* au titre de la section précédente."

En outre, l'article 42 3) de la Loi sur le droit d'auteur stipule que:

"Il est également porté atteinte au droit d'auteur, aux droits voisins ou aux droits *sui generis* lorsque toute personne, sans licence du titulaire ou du détenteur de droit d'auteur, importe à Malte, possède dans le cadre commercial ou vend ou loue, ou offre ou expose à la vente ou à la location, un article dont l'unique usage est de faciliter la suppression ou le contournement non autorisé de tout dispositif technique destiné à empêcher que l'œuvre ou tout autre objet pouvant bénéficier du droit d'auteur, de droits voisins ou de droits *sui generis* au titre de la présente loi, ne soit copié, vu, entendu ou autrement perçu."

21. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit ou non le droit de délivrer une licence obligatoire pour les dessins et modèles industriels?

La législation maltaise ne prévoit pas de tel droit.

22. Pourriez-vous spécifier quelle est la durée de la protection offerte aux dessins et modèles industriels dans votre législation?

Les dessins et modèles protégés par le biais de l'enregistrement au titre de l'Ordonnance sur la propriété industrielle (Protection) sont protégés pour une période de cinq ans à compter de la date d'enregistrement, qui peut être prolongée pour une nouvelle période de cinq ans, à la demande du titulaire, à l'expiration de la première période. En outre, le Contrôleur peut, à sa discrétion, prolonger la protection de cinq années supplémentaires si le titulaire lui en fait la demande.

La durée de protection pour les dessins et modèles protégés au titre de la Loi sur le droit d'auteur est celle qui est spécifiée dans la réponse à la question 7.

F. BREVETS

23. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit les notions suivantes: nouveauté, inventivité et application industrielle?

L'article 5 1) de la Loi sur les brevets définit la nouveauté comme suit:

"Une invention est considérée comme nouvelle si elle ne fait pas partie de l'art antérieur".

L'article 6 définit l'activité inventive comme suit:

"Une invention est considérée comme comportant une activité inventive si, en tenant compte de l'art antérieur tel qu'il est défini au paragraphe 2) de l'article 5, elle n'est pas évidente pour une personne spécialisée dans l'art.

À condition que, si l'art antérieur comprend également l'un des documents mentionnés au paragraphe 3) de l'article 5 de la présente loi, ces documents ne soient pas pris en compte lorsqu'il est déterminé s'il y a eu une activité inventive."

L'article 7 définit l'applicabilité industrielle comme suit:

"Une invention est considérée comme applicable industriellement si elle peut être réalisée ou utilisée dans n'importe quel type d'industrie. Aux fins du présent article, le terme "Industrie" s'entend dans son sens le plus large et inclut, sans préjudice de ce qui précède, l'artisanat, l'agriculture et la pêche."

24. Pourriez-vous indiquer si votre législation sur les brevets, ou toute autre législation, prévoit la possibilité de jouir de droits de brevet sans aucune exclusion? S'il existe des exclusions, veuillez indiquer avec précision comment elles sont appliquées d'un point de vue juridique et pratique.

N'importe quelle entité physique et morale peut jouir des droits de brevet (article 9).

25. Pourriez-vous indiquer si des inventions ne peuvent être brevetées pour des raisons d'ordre public ou de moralité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation ainsi que sa formulation. Précisez également si celle-ci a été appliquée dans la pratique.

L'article 4 5) a) stipule que:

"Un brevet n'est pas accordé pour:

une invention dont l'exploitation serait contraire à l'ordre public ou à la moralité publique:

À condition que l'exploitation ne soit pas considérée contraire uniquement parce qu'elle est interdite par une loi ou une réglementation."

Cette disposition n'a pas été appliquée dans la pratique.

26. Pourriez-vous expliquer si les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales sont exclues de la brevetabilité dans votre législation? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.

L'article 4 4) dispose que:

"Les méthodes chirurgicales ou thérapeutiques pour le traitement des personnes ou des animaux et les méthodes de diagnostic pratiquées sur des personnes ou des animaux ne sont pas considérées comme des inventions pouvant déboucher sur une application industrielle."

27. Pourriez-vous expliquer si les végétaux et les animaux et les procédés essentiellement biologiques sont exclus de la brevetabilité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.

L'article 4 5) dispose que:

"Un brevet n'est pas octroyé pour:

une variété animale ou un procédé essentiellement biologique d'obtention de végétaux ou d'animaux autre qu'un procédé microbiologique ou des produits de celui-ci."

28. Pourriez-vous décrire comment les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques, les procédés microbiologiques et les variétés végétales sont protégés dans votre législation? Veuillez expliquer à cet égard les parties pertinentes de votre législation.

Les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques et les obtentions végétales sont protégés par la procédure de brevet normale puisqu'ils ne sont pas exclus de la brevetabilité.

29. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège le titulaire d'un droit de brevet de l'importation et de l'offre à la vente d'une invention brevetée?

L'article 27 1) stipule que:

"Lorsque le brevet porte sur un produit, le titulaire du brevet a le droit d'empêcher les tiers de réaliser, sans son autorisation, les actes énumérés ci-après:

- b) l'offre à la vente ou la mise sur le marché d'un produit incorporant l'objet du brevet, l'utilisation de ce produit, ou l'importation ou le stockage de ce produit pour cette offre ou cette mise sur le marché ou pour cette utilisation."

Les personnes portant atteinte à ces droits seront soumises à des poursuites pour atteinte à un droit au titre des articles 47 et 48 de la loi.

30. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit une protection par brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture? Dans l'affirmative, pourriez-vous spécifier à quel texte légal il convient de se reporter?

La Loi sur les brevets prévoit la protection par brevet des produits pharmaceutiques et des produits chimiques pour l'agriculture puisqu'ils ne sont pas exclus de la brevetabilité à l'article 4.

31. Pourriez-vous préciser si la protection d'un procédé par brevet, prévue par votre législation, vise le produit obtenu directement par ce procédé?

La réponse est oui. En fait, l'article 27 2) stipule que:

"Lorsqu'un brevet concerne un procédé, le titulaire du brevet a le droit d'empêcher les tiers de réaliser sans son autorisation les actes énumérés ci-après:

- a) l'utilisation d'un procédé qui est l'objet d'un brevet;
- b) pour ce qui concerne tout produit obtenu directement par l'utilisation du procédé, tous les actes auxquels il est fait référence au paragraphe 1) b), même lorsqu'un brevet ne peut être obtenu pour ledit produit;
- c) l'inclusion de tiers pour la réalisation d'un des actes susmentionnés."

32. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit, le cas échéant, des conditions additionnelles autres que la divulgation suffisamment claire de l'invention stipulée à l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC (par exemple, la production d'une justification aux fins de l'accès à des matériels génétiques ou le consentement éclairé préalable à l'utilisation)? S'il est prévu des conditions additionnelles de ce type, veuillez préciser la législation pertinente et décrire ces conditions en détail.

Il n'existe aucune condition additionnelle aux détails normaux nécessaires lors du dépôt d'une demande.

33. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la législation pertinente.

L'article 27 3) stipule ce qui suit:

"Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2), le titulaire d'un brevet n'a pas le droit d'empêcher des tiers de réaliser, sans son autorisation, les actes auxquels il est fait référence aux paragraphes 1) et 2) dans les circonstances ci-après:

- a) lorsque l'acte concerne un produit qui a été mis sur le marché par le titulaire du brevet, ou avec son consentement exprès, dans la mesure où cet acte est réalisé après que le produit a été mis sur le marché à Malte ou sur tout territoire, conformément à ce qui est spécifié dans les réglementations;
- b) lorsque l'acte est réalisé à titre privé et à des fins non commerciales, à condition qu'il ne porte pas gravement préjudice aux intérêts économiques du titulaire du brevet;
- c) lorsque l'acte consiste à fabriquer ou à utiliser un tel produit à des fins purement expérimentales ou dans le cadre de la recherche scientifique;
- d) lorsque l'acte consiste dans la préparation magistrale pour des particuliers, dans une pharmacie ou par un médecin ou un vétérinaire, d'un médicament conformément à une prescription médicale, ou d'actes concernant le médicament ainsi préparé;
- e) lorsque l'acte est réalisé uniquement pour des utilisations raisonnablement liées à l'élaboration et à la présentation de renseignements requis par une loi de Malte ou d'un pays autre que Malte qui régleme la fabrication, la construction, l'utilisation ou la vente de tout produit;
- f) lorsque l'utilisation se fait à bord de navires des pays de l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle de l'invention brevetée, dans la coque du navire, dans la machinerie, l'équipement et le matériel, lorsque de tels navires entrent temporairement ou accidentellement dans les eaux de Malte, à condition que l'invention y soit utilisée exclusivement pour les besoins du navire;
- g) lorsque l'utilisation de l'invention brevetée se fait dans la construction ou l'exploitation d'avions ou de véhicules terrestres de pays de l'Union de Paris pour la propriété industrielle ou d'accessoires pour de tels avions ou véhicules terrestres, lorsque ceux-ci entrent temporairement ou accidentellement sur le territoire de Malte."

Suite à ce qui précède, l'article 27 4) stipule:

- "a) Nonobstant les dispositions du paragraphe b) du présent article, un brevet confère également à son titulaire le droit d'empêcher les tiers de fournir ou de proposer de fournir à une personne, autre qu'une partie autorisée à exploiter l'invention brevetée, des moyens liés à un élément de cette invention, essentiels pour l'application de l'invention, lorsque le tiers sait, ou devrait savoir, étant donné les circonstances, que ces moyens conviennent et sont

destinés à réaliser cette invention. La disposition de ce paragraphe ne s'applique pas lorsque de tels moyens sont des produits commerciaux de base et que les circonstances de l'approvisionnement de tels produits ne constituent pas une incitation à porter atteinte au droit de brevet.

- b) Les personnes réalisant un des actes auxquels il est fait référence aux paragraphes 3) b), c), d), e), f) et g) ne sont pas considérées comme des parties autorisées à exploiter l'invention au sens du paragraphe a)".

Étant donné qu'il s'agit d'une nouvelle loi, ces dispositions n'ont pas encore été appliquées dans la pratique.

34. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non un régime de licences obligatoires? Dans l'affirmative, veuillez préciser les conditions dans lesquelles une licence obligatoire peut être accordée; indiquez, en particulier, comment, aux fins de l'autorisation de l'utilisation, sont examinées les circonstances qui lui sont propres.

Dans notre législation, les licences obligatoires sont accordées de la façon suivante:

"39.1) La première Chambre du tribunal civil peut, sur une ordonnance d'assignation dont la demande a été introduite par toute personne qui prouve sa capacité à ouvrir l'invention brevetée à Malte et qui a été déposée après expiration soit d'une période de quatre ans à compter de la date du dépôt de la demande de brevet soit d'une période de trois ans à compter de l'octroi du brevet, la dernière de ces deux dates, demander au Contrôleur d'accorder une licence non volontaire et non exclusive si l'invention n'est pas ouverte ou est insuffisamment ouverte à Malte.

2) L'octroi de la licence non volontaire sera soumis au paiement au titulaire du brevet d'une rémunération équitable, dont le montant sera établi par la première Chambre du tribunal civil, et peut être autorisé si, préalablement à une telle utilisation, le candidat utilisateur a entrepris des efforts en vue d'obtenir une autorisation du détenteur du droit suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et si ces efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable.

3) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), une licence non volontaire ne sera pas accordée si le tribunal est convaincu qu'il existe des circonstances justifiant la non-ouverture ou l'ouverture insuffisante de l'invention brevetée à Malte.

4) Avant de décider d'accorder ou non une licence non volontaire, le tribunal permettra aux deux parties, tant le titulaire du brevet que la personne sollicitant l'octroi d'une licence non volontaire, de présenter leurs arguments.

5) Toute licence non volontaire est révoquée lorsque les circonstances ayant conduit à son octroi cessent d'exister, en prenant en compte les intérêts légitimes du titulaire du brevet et du titulaire de la licence. Si le titulaire du brevet en fait la demande, par le biais d'une demande d'ordonnance d'assignation introduite auprès de la première Chambre du tribunal civil, il sera examiné si les circonstances continuent d'exister.

6) L'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 27 de la présente loi sera interprété dans le sens où, si le produit breveté est commercialisé par un titulaire de licence en

vertu d'une licence non volontaire, il sera considéré comme ayant été commercialisé avec le consentement exprès du titulaire du brevet.

7) La portée et la durée d'une licence non volontaire seront limitées aux fins auxquelles celle-ci a été autorisée et seront:

- a) non-exclusives;
- b) incessibles, sauf avec la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce qui en a la jouissance;
- c) rapportées si et lorsque les circonstances ayant conduit à l'octroi de la licence cessent d'exister; et
- d) principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur.

8) Lorsqu'une licence non volontaire est délivrée en vue de permettre l'exploitation d'un brevet ("le second brevet") qui ne peut pas être exploité sans porter atteinte à un autre brevet ("le premier brevet"), les conditions additionnelles suivantes seront d'application:

- i) l'invention revendiquée dans le second brevet supposera un progrès technique important, d'un intérêt économique considérable, par rapport à l'invention revendiquée dans le premier brevet;
- ii) le titulaire du premier brevet aura droit à une licence réciproque à des conditions raisonnables pour utiliser l'invention revendiquée dans le second brevet; et
- iii) l'utilisation autorisée en rapport avec le premier brevet sera incessible sauf si le second brevet est également cédé."

"40.1) Lorsque la sécurité nationale ou la sécurité publique l'exige, le Ministre responsable du Bureau de la propriété industrielle peut autoriser, même sans l'accord du titulaire du brevet ou de la demande de brevet, par un avis publié suivant la forme prescrite, une agence gouvernementale ou une personne désignée dans ledit avis à fabriquer, utiliser ou vendre une invention pour laquelle il existe un brevet ou une demande de brevet, sous réserve du paiement d'une rémunération équitable au titulaire du brevet ou de la demande de brevet.

2) Les conditions définies aux paragraphes 7) et 8) de l'article 39 seront également applicables concernant une autorisation délivrée par le Ministre au titre du présent article.

3) Toute décision prise par le ministre au titre du présent article peut faire l'objet d'un recours dans le cadre d'une action par ordonnance d'assignation auprès de la première Chambre du tribunal civil."

Chaque cas sera examiné en toute objectivité par les tribunaux.

35. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit explicitement qu'un candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des

conditions et modalités commerciales raisonnables et que ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable? Dans ce contexte, comment définissez-vous l'expression "délai raisonnable"? Pourriez-vous par ailleurs expliquer comment votre législation garantit que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du Membre qui a autorisé cette utilisation?

Cette prescription est énoncée à l'article 39 2) mentionnée dans la réponse à la question 35. Le tribunal doit décider de la définition du délai raisonnable selon les circonstances propres à chaque cas.

36. Pourriez-vous préciser si votre législation accorde une protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée?

Notre législation n'accorde pas de protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée.

37. Pourriez-vous expliquer si votre législation assure la protection renforcée pour les brevets ou les demandes de brevet qui étaient en suspens au 1^{er} janvier 1995?

L'article 62 3) stipule que:

"Lorsqu'une demande d'enregistrement d'un brevet a été déposée avant l'entrée en vigueur de la loi, les dispositions de l'Ordonnance sur la propriété industrielle (Protection) continueront de s'appliquer, sous réserve de l'annulation de celles-ci par la présente loi. À condition que, lors de l'octroi d'un tel brevet, les dispositions de la présente loi soient applicables."

En outre, l'article 62 5) stipule que:

"Tout brevet enregistré au titre de l'Ordonnance sur la propriété industrielle (Protection) avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et dont la durée n'a pas expiré lors de l'entrée en vigueur de la présente Loi, jouira de la durée de protection stipulée au titre de la présente loi et jouira de tous les droits accordés en termes de brevets au titre de la présente loi."

38. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit le renversement de la charge de la preuve pour les brevets de procédé?

L'article 48 2) stipule que:

"Lorsque l'objet d'un brevet est un procédé d'obtention d'un nouveau produit, le même produit, s'il est fabriqué par toute autre partie, sera, jusqu'à preuve du contraire, considéré comme ayant été obtenu par le procédé breveté. Lors de l'examen de toute preuve du contraire par le défendeur, le tribunal prendra en compte les intérêts légitimes de celui-ci pour la protection de ses secrets de fabrication et de commerce."

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

39. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège les topographies?

Les topographies sont protégées en vertu de:

- la Partie VIII – Droit *sui generis* en matière de topographies de semi-conducteurs de la Loi de Malte sur le droit d'auteur (n° XIII) de 2000, articles 32-4; et
- la Partie IX – Articles 42-44 relatifs à l'atteinte à un droit de la même loi.

40. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation nationale protège le détenteur d'un droit à l'importation, la vente ou la distribution illégale, à des fins commerciales, de topographies, notamment les circuits intégrés ou autres articles dans lesquels une topographie est incorporée, conformément à l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC?

L'article 32 dispose que:

"Les créateurs de topographies de semi-conducteurs et leurs ayants droit auront le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire à Malte la reproduction de la topographie et l'exploitation commerciale ou l'importation à des fins d'exploitation commerciale de la topographie ou d'un semi-conducteur fabriqué en utilisant une topographie."

L'article 33 dispose que:

"le droit conféré par l'article 32 n'empêche pas:

- a) la reproduction d'une topographie dans le cadre privé, à des fins non commerciales;
- b) la reproduction aux fins d'analyse, d'évaluation ou d'apprentissage des concepts, procédés, systèmes ou techniques contenus dans la topographie ou de la topographie en soi;"

L'article 35 maintient que:

"le droit conféré par l'article 32 de la présente loi s'applique uniquement aux topographies de semi-conducteurs qui sont le résultat de l'effort intellectuel du créateur et qui ne sont pas courants dans l'industrie des semi-conducteurs mais ne sera étendu à aucun concept, procédé, système, technique ou information codée contenu dans la topographie:

À condition que, lorsque la topographie de semi-conducteur est constituée d'éléments courants dans l'industrie des semi-conducteurs, elle ne soit protégée que dans la mesure où la combinaison de tels éléments, pris dans leur ensemble, satisfait aux conditions susmentionnées."

41. Pourriez-vous indiquer comment votre législation institue la dérogation aux dispositions de l'article 36 spécifiée à l'article 37 de l'Accord sur les ADPIC dans le cas où une personne ne savait pas ou n'avait pas de raison valable de savoir, lorsqu'elle a acquis un circuit intégré ou un article l'incorporant, qu'il contenait une topographie illicite?

L'article 41 précise que:

"il n'est pas interdit à une personne, ou à son ayant droit, qui acquiert un semi-conducteur d'exploiter commercialement ce produit si, au moment de l'acquisition, elle ne savait pas et ne pouvait raisonnablement pas savoir qu'un droit *sui generis*, tel que conféré par l'article 32, subsistait pour cette œuvre:

À condition que, à la requête du détenteur de droit ou de ses ayants droit, la première Chambre du tribunal civil demande à cette personne de verser au plaignant une compensation adéquate concernant les actes commis par lui après qu'il a pris connaissance ou qu'il avait raisonnablement des motifs de croire que le semi-conducteur était protégé par un tel droit *sui generis*."

42. Pourriez-vous indiquer la durée de protection conférée aux topographies par votre législation?

L'article 40 stipule que:

"Le droit conféré par l'article 32 subsistera pendant une période de dix ans à compter de la fin de l'année de la première exploitation commerciale de la topographie de semi-conducteur n'importe où dans le monde, ou pendant une période de 15 ans à compter de la première fixation ou du premier encodage de la topographie de semi-conducteur si celle-ci n'a pas été exploitée commercialement."

H. RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

43. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non une durée de protection définie pour les renseignements non divulgués? Dans l'affirmative, précisez cette durée.

La loi n'impose aucune limite dans le temps pour la protection des renseignements secrets ou non divulgués. Toutefois, l'article 4 1) c) de la Loi sur les Archives nationales de 1990 stipule que:

"les documents administratifs et départementaux du gouvernement de Malte, y compris tous les documents des ministères, des commissions gouvernementales, des autorités et conseils" doivent être déposés aux Archives nationales "après une période de 30 ans à compter de leur classement".

Les Archives nationales sont accessibles au public aux termes de l'article 2 de la Loi sur les Archives nationales mais, au titre de l'article 8 de la loi, le ministre responsable de l'enseignement peut limiter l'accès au public de documents lorsqu'à son avis "ils contiennent des renseignements obtenus par une autorité publique dans le cadre d'une obligation au secret ou de la confidentialité".

44. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit l'expression "renseignements non divulgués"?

Il n'existe aucune définition spécifique de l'expression "renseignements non divulgués". Toutefois, la Loi sur le secret professionnel, 1994, définit le "secret professionnel" ou le "secret" comme étant des renseignements relevant de l'une des catégories ci-après:

- a) renseignements considérés comme secrets au titre de toute disposition de toute loi;
- b) renseignements décrits comme secrets par la personne communiquant les renseignements à une personne relevant de l'article 257 du Code pénal;
- c) renseignements devant être raisonnablement considérés comme secrets au vu:
 - i) des circonstances dans lesquelles les renseignements ont été communiqués et reçus; et

- ii) de la nature des renseignements; et
- iii) du métier, de la profession ou de la fonction exercé par la personne recevant les renseignements, et de la personne communiquant les renseignements, le cas échéant.

Les personnes qui, de par le métier, la profession ou la fonction qu'elles exercent, relèvent de l'article 257 du Code pénal sont définies à l'article 4 de la Loi sur le secret professionnel comme étant: les membres d'une profession médicale, les avocats, les notaires, les mandataires légaux, les comptables, les auditeurs, les employés et membres du comité directeur des institutions financières et de crédit, les administrateurs, les membres du comité directeur des sociétés prête-nom ou les mandataires autorisés, les personnes habilitées à fournir des services en matière d'investissement et les agents de change.

En outre, l'article 257 du Code pénal dispose que:

"Si toute personne qui, en raison du métier, de la profession ou de la fonction qu'elle exerce, devient dépositaire d'un secret et divulgue ce secret, à moins qu'elle ne soit expressément obligée par la loi de divulguer des renseignements aux autorités publiques, alors elle sera, si elle est déclarée coupable, passible d'une amende (multa) ne dépassant pas un montant de 20 000 liras ou d'une peine d'emprisonnement inférieure à deux ans ou d'une amende et d'une peine d'emprisonnement."

45. Pourriez-vous indiquer comment votre législation définit les données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes?

Il n'existe aucune définition juridique de ce qui constitue la communication de données aux pouvoirs publics ou à leurs organismes. Il s'agit d'un sujet fonction des faits, à déterminer au cas par cas si un tel fait devait être contesté.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

46. Voir la liste des questions concernant les moyens de faire respecter les droits (document IP/C/5).

Voir les réponses de Malte à la liste des questions concernant les moyens de faire respecter les droits (document IP/N/6/MLT/1).

IV. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE JAPON

A. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

1. Prière d'expliquer comment sont protégés les œuvres, les phonogrammes, les représentations ou exécutions et les émissions d'autres Membres de l'OMC au titre de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins de Malte (ci-après dénommée "Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins"). Prière de décrire les dispositions de cette loi qui prévoient le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée comme l'exigent les articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC ainsi que l'article 9:1 de ce dernier, qui reprend l'article 5 1) de la Convention de Berne.

La protection du droit d'auteur est accordée automatiquement. En d'autres termes, aucune condition n'est requise et il n'existe aucune possibilité d'enregistrement.

La Loi de Malte sur le droit d'auteur, qui comprend la protection des droits voisins pour les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs et les organismes de radiodiffusion, ainsi que la protection des droits *sui generis* pour les bases de données et les topographies de semi-conducteurs, inclut ce qui suit:

"4 1) Conformément à cet article, le droit d'auteur est conféré à toute œuvre pouvant bénéficier d'un droit d'auteur et dont l'auteur ou, dans le cas d'une coproduction, tout coauteur est, au moment où l'œuvre est réalisée:

un particulier qui est citoyen de, ou qui est domicilié à, ou résident permanent de Malte ou d'un état dans lequel le droit d'auteur est protégé en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie;

un ensemble de personnes ou une société commerciale constitué, établi, enregistré et investi de la personnalité juridique conformément à la législation maltaise ou à la législation d'un État dans lequel le droit d'auteur est protégé en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie.

"5 1) Conformément à cet article, le droit d'auteur est conféré à toute œuvre pouvant bénéficier d'un droit d'auteur et qui est réalisée ou publiée en premier lieu à Malte ou dans un État dans lequel ces œuvres sont protégées en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie et qui n'a pas bénéficié du droit d'auteur conféré par l'article 4 de la présente loi.

22. "Les droits voisins conférés par cette partie s'appliqueront uniquement aux œuvres:

- a) dont l'artiste exécutant ou interprète, le producteur ou l'organisme de radiodiffusion est:
 - i) un particulier qui est citoyen de, ou qui est domicilié à ou résident permanent de Malte ou d'un état dans lequel ces œuvres sont protégées par des droits voisins en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie;
 - ii) un ensemble de personnes ou une société commerciale constitué, établi, enregistré et investi de la personnalité juridique conformément à la législation maltaise ou à la législation d'un État dans lequel ces œuvres sont protégées par des droits voisins en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie; ou
- b) qui sont communiquées au public à Malte ou dans un État dans lequel ces œuvres sont protégées par des droits voisins en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie.

"29. Le droit conféré par cet article ne s'appliquera qu'aux bases de données

- a) dont le fabricant ou le détenteur du droit est, au moment de la fabrication de la base de données:

- i) un particulier qui est citoyen de, ou qui est domicilié à ou résident permanent de Malte ou d'un État dans lequel des droits *sui generis* en matière de bases de données sont protégés au titre d'un accord international auquel Malte est également partie;
 - ii) un ensemble de personnes ou une société commerciale constitué, établi, enregistré et investi de la personnalité juridique conformément à la législation maltaise ou à la législation d'un État dans lequel de tels droits *sui generis* en matière de bases de données sont protégés au titre d'un accord international auquel Malte est également partie;
ou
- b) dont la diffusion ou la première diffusion à Malte ou dans un État dans lequel de tels droits *sui generis* en matière de bases de données sont protégés au titre d'un accord international auquel Malte est également partie".

"36. Le droit conféré par l'article 32 s'applique au créateur ou à son ayant droit, qui est un particulier citoyen de, ou domicilié à, ou résident permanent de Malte ou d'un État dans lequel des droits *sui generis* tels que ceux conférés par l'article 32 sur les topographies de semi-conducteurs sont protégés au titre d'un accord international auquel Malte est également partie."

2. Prière de donner des explications sur les exceptions ou exemptions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée qui sont éventuellement prévues dans la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, comme l'autorisent les articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC.

Ainsi qu'il est expliqué ci-dessus, Malte accorde la protection aux non-ressortissants en vertu d'accords internationaux.

3. Prière d'indiquer si et comment Malte assure la protection rétroactive des œuvres, des phonogrammes, des représentations ou exécutions d'autres Membres de l'OMC, comme le prévoient les articles 9:1, 14:6 et 70:2 de l'Accord sur les ADPIC qui reprennent, *mutatis mutandis*, l'article 18 de la Convention de Berne. Veuillez préciser la date à partir de laquelle cette protection est accordée pour chaque catégorie d'objet.

Malte se conforme à l'article 70:2 de l'Accord sur les ADPIC en vertu de l'article 60 2) a) et 60 2) b):

"2) a) Les droits des artistes interprètes ou exécutants, pour ce qui est d'une fixation de leur exécution sur un phonogramme, d'empêcher la fixation de leur exécution non fixée ayant eu lieu avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et la reproduction de cette fixation lorsqu'elle est entreprise sans leur autorisation, ainsi que les droits des artistes interprètes ou exécutants d'empêcher la radiodiffusion par le moyen des ondes radioélectriques et la communication au public de leur exécution directe lorsqu'elle est entreprise sans leur autorisation, seront protégés en vertu de la présente loi jusqu'à expiration d'une période de 50 ans à compter de la fin de l'année civile de l'exécution. À condition que ces droits soient exercés par une société de gestion collective.

b) Le droit des producteurs d'enregistrements sonores réalisés avant l'entrée en vigueur de la présente loi d'autoriser ou d'interdire la location desdits enregistrements sonores sera protégé en vertu de la présente loi pour une durée de cinquante ans à

compter de la fin de l'année civile de l'enregistrement. À condition que ces droits soient exercés par une société de gestion collective."

4. Veuillez préciser si la protection des "programmes d'ordinateur" prévue par la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins vise les programmes exprimés tant en code source qu'en code objet, comme le requiert l'article 10:1 de l'Accord sur les ADPIC. Ces programmes d'ordinateur sont-ils protégés en tant qu'œuvres littéraires conformément aux dispositions de l'article 2 1) de la Convention de Berne?

La législation maltaise couvre les programmes d'ordinateur exprimés tant en code source qu'en code objet, quel que soit leur mode ou leur forme d'expression. Ceux-ci sont protégés en tant qu'œuvres littéraires, ainsi qu'il est indiqué à la définition d'une "œuvre littéraire" énoncée à l'article 2 1).

5. Veuillez spécifier si "base de données" au sens de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins englobe les compilations de données sur un support exploitable par machine. Et veuillez expliquer comment cette loi est conforme à l'article 10:2 de l'Accord sur les ADPIC à cet égard.

La définition de "bases de données" au titre de la législation maltaise s'étend de la compilation de données sur un support exploitable par machine puisqu'il est possible d'accéder à la base de données soit électroniquement soit par d'autres voies.

B. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

6. Veuillez indiquer quelles sont les mesures correctives ordonnées par les autorités judiciaires en cas d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, y compris les injonctions, les dommages-intérêts, le recouvrement de frais, la destruction ou autre mise à l'écart des marchandises en cause et des matériaux et instruments ayant servi à leur fabrication. Prière d'indiquer les critères et le mode de calcul s'appliquant au montant des dommages-intérêts que les autorités judiciaires ordonnent au contrevenant de payer au détenteur de droit.

Injonctions:

Les tribunaux peuvent émettre une ordonnance conservatoire à l'encontre d'un défendeur présent ou futur et une saisie-exécution à l'encontre d'une partie perdante après un jugement définitif. Les ordonnances conservatoires comprennent:

- i) l'injonction de ne pas faire, qui peut être utilisée pour empêcher une personne de faire quelque chose susceptible de porter préjudice au droit du plaignant;
- ii) une ordonnance de saisie-arrêt gelant les biens du défendeur en possession de tiers;
- iii) un mandat de saisie visant les biens du défendeur; et
- iv) un mandat d'établissement d'état descriptif visant à établir l'inventaire des biens en possession du défendeur.

Le mandat de saisie et l'ordonnance de saisie-arrêt peuvent également être émis en tant que mandats d'exécution qui comprennent également le mandat d'éviction ou d'expulsion de biens immobiliers, et le mandat *in factum* ordonnant l'emprisonnement d'une personne jusqu'à la réalisation d'un acte ordonné par un jugement, s'il n'existe aucun autre moyen d'exécution.

Le tribunal a le pouvoir d'émettre des ordonnances conservatoires *inaudita altera parte*.

Avant de délivrer de telles injonctions, les tribunaux peuvent également exiger du requérant qu'il fournisse des preuves afin d'acquiescer la conviction à première vue que le requérant est le détenteur du droit et qu'il est porté atteinte à son droit ou que cette atteinte est imminente. Dans le cas des injonctions de ne pas faire, dont l'émission provisoire est exigée *inaudita altera parte*, la loi stipule expressément que le tribunal peut imposer toute condition qu'il estime appropriée lorsqu'une telle injonction est émise (article 873 7) du Code d'organisation et de procédure civile – COPC).

Une partie à l'encontre de laquelle un acte conservatoire a été émis, si elle expose un motif valable, peut demander que le tribunal ordonne à la partie ayant demandé la délivrance du mandat de constituer une caution ou une garantie pour le paiement de dommages-intérêts et de toute autre sanction susceptible d'être imposée par le tribunal si les poursuites sont jugées abusives. (Article 838A COPC).

En outre, une personne à l'encontre de laquelle une ordonnance conservatoire a été émise peut demander la révocation de cette ordonnance au moyen d'une demande auprès du tribunal s'il est démontré que, dans les circonstances, il serait irraisonnable, inutile ou injustifié de maintenir l'ordonnance en vigueur, en tout ou en partie, ou si l'ordonnance a été indûment obtenue. (Articles 836 et 837 COPC) Une personne à l'encontre de laquelle une ordonnance a été émise doit être avertie de l'ordonnance.

Les tribunaux peuvent exiger que le requérant fournisse tout autre renseignement nécessaire à l'identification des marchandises avant d'ordonner l'exécution des ordonnances conservatoires.

La personne ayant demandé qu'une ordonnance conservatoire soit émise est tenue d'engager une action concernant les prétentions stipulées dans l'ordonnance dans un délai de quatre jours ouvrables à compter de la remise de l'ordonnance à elle-même, à un conseiller ou à un mandataire légal l'ayant représentée lors de la demande d'avis d'exécution de l'ordonnance, ou dans les 12 jours suivant celui où l'ordonnance est émise, la date qui est antérieure à l'autre étant retenue, à défaut de quoi les effets de l'ordonnance prendront fin. (Articles 843, 847, 850 et 875 COPC)

Dans les cas où le requérant n'engage pas d'action concernant les prétentions stipulées dans l'ordonnance ou lorsque, dans le cas où le défendeur demande l'annulation de l'ordonnance conservatoire, la personne qui l'a demandée ne peut démontrer que celle-ci était fondée, ou s'il est démontré que les prétentions du requérant étaient frivoles, malveillantes ou vexatoires, la personne ayant demandé l'ordonnance peut être condamnée, à la demande du défendeur, à payer des dommages-intérêts pour le préjudice éventuellement causé par l'ordonnance émise. En outre, le tribunal peut condamner le requérant au paiement d'une amende à la personne contre laquelle l'ordonnance conservatoire a été abusivement émise. (Article 836 COPC)

Dommages-intérêts et frais:

En vertu de la loi maltaise, les dommages-intérêts comprennent les pertes de bénéfices et les pertes de revenus. Les frais encourus du fait de la faute d'autres parties ainsi que les honoraires des avocats peuvent également être recouvrés suivant le jugement du tribunal.

En vertu de la Loi sur les brevets de 2000 qui a été proposée, toute personne exploitant une invention qui fait l'objet d'un brevet ou d'une demande de brevet sera passible du paiement de dommages-intérêts au titulaire du brevet ou de la demande de brevet ou au titulaire d'une licence. Le droit de poursuivre en dommages-intérêts sera exercé sans préjudice du droit de telle personne de

demander qu'une ordonnance conservatoire soit émise, ainsi qu'il est stipulé dans le Code d'organisation et de procédure civile, pour protéger ses droits. (Article 47 1) et 2)).

En vertu de la Loi sur le droit d'auteur de 2000, lorsqu'une personne porte atteinte au droit d'auteur, à des droits voisins ou à des droits *sui generis* se rapportant à une œuvre, elle peut, à la demande du titulaire du droit d'auteur ou du détenteur du droit, être condamnée par la première Chambre du tribunal civil à payer des dommages-intérêts ou à payer une amende dont le montant sera fixé sur la base d'un barème établi par le ministre et à la restitution de tous les bénéfices dérivés de l'atteinte au droit d'auteur, à des droits voisins ou à des droits *sui generis*.

Lorsque le défendeur parvient à convaincre le tribunal que, au moment où il a été porté atteinte au droit, il ne savait pas et n'aurait pu raisonnablement savoir que le droit d'auteur, les droits voisins ou les droits *sui generis* subsistaient pour l'œuvre à laquelle l'action est liée, le tribunal ne le condamnera pas à restituer les bénéfices.

La première Chambre du tribunal civil peut, dans le cadre d'une action engagée pour atteinte à un droit d'auteur, à des droits voisins ou à des droits *sui generis*, en tenant compte de toutes les circonstances et en particulier du caractère flagrant de l'atteinte au droit et de tout bénéfice revenant au défendeur du fait de l'atteinte au droit, décider d'accorder des dommages-intérêts supplémentaires nécessaires à la résolution juste de l'affaire. (Article 43 1) et 2)).

Toute personne déclarée responsable d'atteinte à des droits moraux pourra être, à la demande de l'auteur ou de ses héritiers, condamnée par la première Chambre du tribunal civil au paiement d'une amende, et de dommages-intérêts, dont le montant sera déterminé sur la base d'un barème d'amendes établi par le ministre.

Au titre de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce de 2000, telle qu'elle a été proposée, toute atteinte à une marque de fabrique ou de commerce enregistrée peut donner lieu à des poursuites de la part du titulaire de la marque de fabrique ou de commerce, par le dépôt d'une demande d'ordonnance d'assignation auprès de la première Chambre du tribunal civil. Dans toute action engagée pour cause d'atteinte à ces droits, le plaignant pourra bénéficier de toute réparation accordée pour atteinte à tout autre droit de propriété. (Article 14 1) et 2)).

En vertu de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce de 2000 telle qu'elle a été proposée:

Lorsqu'il est constaté qu'une personne a porté atteinte à une marque de fabrique ou de commerce enregistrée, le tribunal peut rendre une ordonnance lui demandant:

- a) de faire en sorte que le signe incriminé soit effacé ou retiré des marchandises, matériaux ou articles de contrefaçon qu'elle possède, dont elle a la garde ou le contrôle; ou
- b) s'il n'est pas raisonnablement praticable d'effacer, ou de retirer le signe incriminé, de procéder à la destruction des marchandises, matériaux ou articles incriminés. (Article 15 1) a) et b)).

Si l'une des ordonnances susmentionnées n'est pas respectée, ou s'il apparaît probable au tribunal que cette ordonnance ne sera pas respectée, le tribunal peut ordonner que les marchandises, matériaux ou articles incriminés soient livrés à une personne désignée par le tribunal qui procédera à l'effacement ou à la suppression du signe, ou à sa destruction, suivant les cas. (Article 15 2)).

Le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce déposée peut demander au tribunal d'ordonner que tous les matériaux, marchandises ou articles portant atteinte aux droits et qu'une personne a en sa possession, dont elle a la garde ou le contrôle dans le cadre de ses activités, lui soient remis ou soient remis à toute autre personne désignée par le tribunal. (Article 16 1))

Une demande ne sera pas introduite après expiration de la période de six ans, et aucune ordonnance ne sera rendue à moins que le tribunal ne rende également une ordonnance ou qu'il lui apparaisse que certaines raisons justifient la délivrance d'une ordonnance. Une personne à qui il est remis des marchandises, matériaux ou articles portant atteinte à des droits conformément à une ordonnance les conservera en attendant la décision du tribunal. (Article 16 2) et 3)).

Lorsque des marchandises, matériaux ou articles portant atteinte à des droits ont été remis conformément à une ordonnance, une action par ordonnance d'assignation peut être introduite auprès du tribunal par toute partie intéressée:

- a) pour une ordonnance imposant qu'elles soient détruites ou cédées à la personne que le tribunal jugera appropriée; ou
- b) pour une décision stipulant qu'une telle ordonnance ne doit pas être rendue.

Lorsqu'il prendra sa décision, le tribunal examinera si l'application d'autres mesures correctives disponibles dans une action engagée pour atteinte à la marque de fabrique ou de commerce déposée serait appropriée pour dédommager le titulaire et tout détenteur d'une licence afin de protéger leurs intérêts. (Article 19 a), b) et c)).

En vertu de la Loi sur les brevets de 2000, telle qu'elle a été proposée:

Le tribunal peut décider, à la demande du plaignant, d'ordonner que la machinerie, ou autres moyens ou appareils industriels utilisés en violation du brevet, les articles contrevenants ainsi que les appareils destinés à leur production, soient confisqués, en tout ou en partie, et remis au titulaire du brevet. (Article 47 3)).

En vertu de la Loi sur le droit d'auteur de 2000:

Le tribunal peut décider que tous les articles portant atteinte à un droit et qui sont toujours en possession du défendeur soient remis au plaignant.

Le tribunal ordonnera la destruction de tous les articles portant atteinte à un droit qui sont toujours en possession du défendeur lorsqu'il est convaincu que le préjudice occasionné à l'auteur est suffisamment grave pour justifier une telle mesure. Cette disposition ne s'applique pas lorsque l'article portant atteinte à un droit est un bâtiment. (Article 44 2) et 3)).

Calcul des dommages-intérêts:

Ainsi qu'il est stipulé ci-dessus, la législation maltaise définit le terme "dommages-intérêts" comme couvrant *damnum emergens* et *lucrum cessans* tels que préalablement fixés par le tribunal dans chaque cas particulier.

7. Veuillez préciser les titres et les dispositions des lois et règlements prévoyant la suspension de la mise en libre circulation des marchandises de marques contrefaites ou des marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur, comme le requiert l'article 51 de

l'Accord sur les ADPIC. Veuillez indiquer les types de droits de propriété intellectuelle auxquels peut s'appliquer cette suspension sur demande du détenteur d'un droit.

Le titre de la loi prévoyant la suspension de la mise en libre circulation des marchandises de marchandises contrefaites, y compris les marchandises portant atteinte à des marques de fabrique ou de commerce et les marchandises pirates, y compris les marchandises portant atteinte au droit d'auteur, est la "Loi sur les droits de propriété intellectuelle (Mesures transfrontières) de 2000".

Cette législation contient des mesures et des dispositions visant la suspension de la mise en libre circulation (ou détention) des marchandises dont il est présumé qu'elles portent atteinte à un droit de propriété intellectuelle lorsqu'une demande de poursuite a été déposée par les autorités douanières. Il existe également des dispositions permettant aux douanes d'engager une action menée d'office et de suspendre la mise en libre circulation de ces marchandises dans les cas où les marchandises sont détectées par les douanes avant le dépôt de la demande susmentionnée, afin de permettre au détenteur du droit de déposer la demande requise.

Après que la demande a été reçue et acceptée par les douanes, la libre circulation des marchandises est suspendue pendant une période définie de façon à ce que le détenteur du droit puisse engager des poursuites judiciaires à l'encontre de la personne responsable de l'atteinte à cette législation.

Les droits de propriété intellectuelle protégés par cette législation sont les marchandises contrefaites, y compris les marchandises portant atteinte aux marques de fabrique ou de commerce et leur emballage, les marchandises pirates, y compris les marchandises portant atteinte au droit d'auteur et aux droits voisins et aux droits des dessins ou modèles, les marchandises portant atteinte à un droit de brevet au titre de la législation maltaise ainsi que les matériaux et articles principalement utilisés dans la fabrication des marchandises portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle.

8. Prière d'indiquer la nature et le montant des sanctions pénales prévues pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle, y compris les peines d'emprisonnement et les amendes. En particulier, les infractions ne font-elles l'objet de poursuites que dans les cas où la partie lésée a officiellement porté plainte? Prière d'expliquer également si les sanctions sont conformes à l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC qui dispose qu'elles doivent être suffisantes pour être dissuasives et en rapport avec le niveau des peines appliquées pour des délits de gravité correspondante.

La violation du droit d'auteur est sanctionnée par des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an et/ou le paiement d'une amende d'un montant équivalant à environ 13 000 dollars EU. La sanction susmentionnée est équivalente à celle d'une fraude pénale courante, d'une fraude commerciale et d'un détournement. Afin de faire baisser la demande d'imitations, une campagne de marketing sociale est prévue dans un avenir proche en vue de sensibiliser le public à cette déviance. Au vu du fait que, à Malte, la confiscation du corps du délit résulte de la sanction d'un crime, les peines susmentionnées semblent être en accord avec l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

V. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Pourriez-vous décrire, pour chaque forme de propriété intellectuelle couverte par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des obtentions végétales, la façon dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont appliqués aux ressortissants des autres Membres de l'OMC?

La Loi sur le droit d'auteur de Malte, qui inclut la protection des droits voisins pour les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs et les organismes de radiodiffusion ainsi que la protection des droits *sui generis* pour les bases de données et les topographies de semi-conducteurs, comprend ce qui suit:

"4.1 Conformément à cet article, le droit d'auteur est conféré à toute œuvre pouvant bénéficier d'un droit d'auteur et dont l'auteur ou, dans le cas d'une coproduction, tout coauteur est, au moment où l'œuvre est réalisée:

- a) un particulier qui est citoyen de, ou qui est domicilié à, ou résident permanent de Malte ou d'un État dans lequel le droit d'auteur est protégé en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie;
- b) un ensemble de personnes ou une société commerciale constitué, établi, enregistré et investi de la personnalité juridique conformément à la législation maltaise ou à la législation d'un État dans lequel le droit d'auteur est protégé en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie.

"5 1) Conformément à cet article, le droit d'auteur est conféré à toute œuvre pouvant bénéficier d'un droit d'auteur et qui est réalisée ou dont la première publication a lieu à Malte ou dans un État dans lequel ces œuvres sont protégées en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie et qui n'a pas bénéficié du droit d'auteur conféré par l'article 4 de la présente loi.

"22. Les droits voisins conférés par cette partie s'appliqueront uniquement aux œuvres:

- a) dont l'artiste exécutant ou interprète, le producteur ou l'organisme de radiodiffusion est:
 - i) un particulier qui est citoyen de, ou qui est domicilié à, ou résident permanent de Malte ou d'un État dans lequel ces œuvres sont protégées par des droits voisins en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie;
 - ii) un ensemble de personnes ou une société commerciale constitué, établi, enregistré et investi de la personnalité juridique conformément à la législation maltaise ou à la législation d'un État dans lequel ces œuvres sont protégées par des droits voisins en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie; ou
- b) qui sont réalisées, publiées pour la première fois, émises ou communiquées au public à Malte ou dans un État dans lequel ces œuvres sont protégées par des droits voisins en vertu d'un accord international auquel Malte est également partie."

"29. Le droit conféré par cet article ne s'appliquera qu'aux bases de données

- a) dont le fabricant ou le détenteur du droit est, au moment de la fabrication de la base de données:

- i) un particulier qui est citoyen de, ou qui est domicilié à, ou résident permanent de Malte ou d'un État dans lequel des droits *sui generis* en matière de bases de données sont protégés au titre d'un accord international auquel Malte est également partie;
 - ii) un ensemble de personnes ou une société commerciale constitué, établi, enregistré et investi de la personnalité juridique conformément à la législation maltaise ou à la législation d'un État dans lequel de tels droits *sui generis* en matière de bases de données sont protégés au titre d'un accord international auquel Malte est également partie;
ou
- b) dont la diffusion ou la première diffusion a lieu à Malte ou dans un État dans lequel de tels droits *sui generis* en matière de bases de données sont protégés au titre d'un accord international auquel Malte est également partie".

"36. Le droit conféré par l'article 32 s'applique au créateur ou à son ayant droit, qui est un particulier citoyen de ou domicilié à ou résident permanent de Malte ou d'un État dans lequel des droits *sui generis* tels que ceux conférés par l'article 32 sur les topographies des semi-conducteurs sont protégés au titre d'un accord international auquel Malte est également partie."

La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce de Malte, qui protège également les indications géographiques, ne contient aucune disposition discriminatoire envers les ressortissants nationaux ou entre les ressortissants des autres pays. En outre, l'article 33 1) stipule que "une personne ayant dûment déposé une demande de protection d'une marque de fabrique ou de commerce dans un pays membre de l'Organisation mondiale du commerce ou dans un pays qui est partie à la Convention de Paris, dénommée ci-après dans la présente loi *demande à la Convention*, ou son ayant droit, a droit à la priorité, aux fins d'enregistrer la même marque de fabrique ou de commerce au titre de la présente loi pour toute marchandise ou service ou pour toutes les mêmes marchandises ou services pour lesquels une telle demande a été déposée, pendant une période de six mois à compter de la date de dépôt de la première telle demande".

La Loi sur les brevets de Malte, qui protège également les obtentions végétales, ne contient aucune disposition discriminatoire à l'égard des ressortissants nationaux ou entre les ressortissants d'autres pays. En outre, l'article 22 1) stipule que "la demande peut contenir une déclaration revendiquant la priorité, en vertu de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, d'une ou plusieurs demandes précédentes nationales, régionales ou internationales déposées par le candidat ou son titulaire précédent dans ou pour tout État partie à ladite Convention de l'Organisation mondiale du commerce ou pour tout État avec lequel Malte a conclu un arrangement international visant la protection mutuelle des inventions".

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Pourriez-vous expliquer si et en quoi la Loi sur le droit d'auteur de Malte est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, qui requiert des Membres qu'ils se conforment aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne (1971) à l'exception de l'article 6bis, étant donné que les Membres n'ont aucun droit ni obligation en rapport avec ce dernier article de l'Accord sur les ADPIC?

La nouvelle Loi sur le droit d'auteur de Malte est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC dans le sens où elle est conforme aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne. En fait, elle

est également conforme à l'article 6bis puisqu'elle prévoit la protection des droits moraux. Elle est plus étendue que la Convention de Berne et est basée sur l'*acquis communautaire* de l'Union européenne à cet égard.

3. Pourriez-vous expliquer comment la Loi sur le droit d'auteur de Malte protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et les compilations de données, ainsi qu'il est prescrit à l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC?

La définition de l'œuvre littéraire telle que précisée à l'article 2 1) englobe notamment les programmes d'ordinateur. Par conséquent, la protection accordée aux œuvres littéraires est également accordée aux programmes d'ordinateur.

"Les compilations de données" sont protégées par l'article 3, qui dispose qu'une base de données peut jouir d'un droit d'auteur à condition qu'elle ait un caractère original et qu'elle ait été écrite, enregistrée, fixée ou réduite à la forme matérielle de toute autre manière. Une base de données ne pourra pas être protégée par un droit d'auteur sauf si, en raison de la sélection ou de l'arrangement de son contenu, elle constitue la création intellectuelle de l'auteur. En outre, l'article 25 stipule que "le créateur d'une base de données qui peut démontrer qu'il y a eu investissement substantiel, soit quantitativement soit qualitativement, dans l'obtention, la vérification ou la présentation du contenu de la base de données, aura le droit, quelle que soit la capacité de la base de donnée ou de son contenu à être protégée par un droit d'auteur ou par d'autres droits, d'autoriser ou d'interdire les actes d'extraction ou de réutilisation de son contenu, dans son intégralité ou pour l'essentiel, évalué qualitativement ou quantitativement."

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC protège les droits de location pour les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer les dispositions correspondantes de la Loi sur le droit d'auteur de Malte.

Les droits de location notamment en matière d'œuvres audiovisuelles et d'œuvres littéraires (qui incluent les programmes d'ordinateur) sont énoncés à l'article 7 b) de la Loi sur le droit d'auteur.

5. Pourriez-vous indiquer la longueur et la durée de protection prévues par la Loi sur le droit d'auteur de Malte pour les œuvres autres que les œuvres photographiques ou les œuvres d'art appliqués et citer les disposition pertinentes de la loi?

L'article 4 2) dispose que:

Conformément aux dispositions de cet article, les durées de protection conférées au droit d'auteur seront calculées comme suit:

TABLEAU

<u>Date d'expiration du droit d'auteur</u>	<u>Type d'œuvre</u>
Soixante-dix ans à compter de la fin de l'année du décès de l'auteur, quelle que soit la date de première diffusion de l'œuvre.	i) Œuvres littéraires, musicales ou artistiques et bases de données

Soixante-dix ans à compter de la fin de l'année du décès de la dernière des personnes suivantes: le réalisateur principal, l'auteur du scénario, l'auteur du dialogue et le compositeur de la musique créée spécialement pour l'œuvre audiovisuelle.

ii) Œuvres audiovisuelles

Elle est complétée par ce qui suit:

Article 4 3):

"Dans le cas d'une œuvre littéraire, musicale ou artistique écrite anonyme ou écrite sous un pseudonyme, ou dans le cas d'une œuvre collective, le droit d'auteur lié à l'œuvre subsiste jusqu'à expiration d'une période de 70 ans à compter de la fin de l'année de première diffusion de l'œuvre ou à compter de la fin de l'année de réalisation de l'œuvre, si celle-ci n'a pas encore été diffusée:

À condition que, lorsque le pseudonyme adopté par l'auteur ne laisse aucun doute quant à l'identité de celui-ci ou si l'identité de l'auteur est reconnue au cours de la période à laquelle il est fait référence dans le précédent paragraphe de cette sous-section, ou lorsque, dans le cas d'œuvres collectives par un ensemble de personnes, les personnes physiques à l'origine de l'œuvre sont identifiables individuellement dans les versions de l'œuvre diffusées, les durées de protection du droit d'auteur seront calculées conformément à la disposition du paragraphe i) de la dernière sous-section précédente."

Article 4 5):

"Dans le cas d'une personne qui, pour la première fois, publie ou communique légalement au public une œuvre jamais publiée auparavant et dont la durée de protection du droit d'auteur a expiré, elle bénéficiera d'une protection équivalant aux droits économiques couverts par le droit d'auteur mais limitée à une période de 25 ans à partir du moment où l'œuvre a été, pour la première fois, publiée ou communiquée légalement au public."

Article 4 6):

"Lorsqu'une œuvre est publiée en volumes, en parties, en fascicules, en numéros ou en épisodes et que la durée de protection court à compter de la date de la première diffusion de l'œuvre, la durée de protection courra séparément pour chacune de ces parties."

6. Pourriez-vous expliquer quelle protection est prescrite par la Loi sur le droit d'auteur de Malte en ce qui concerne les artistes interprètes ou exécutants et communiquer la longueur et la durée de cette protection?

Malte prévoit la protection pour les artistes interprètes ou exécutants par le biais de la Partie IV: Droits voisins de sa Loi sur le droit d'auteur.

Selon l'article 13:

"Les artistes interprètes ou exécutants auront le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la réalisation à Malte des actions énumérées ci-après:

- a) la fixation de leurs exécutions;
- b) la reproduction directe ou indirecte, temporaire ou permanente, par quelque moyen que ce soit et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie, de la fixation de leurs exécutions;
- c) la location et le prêt de leurs exécutions fixées;
- d) la distribution des exécutions originales fixées sur des phonogrammes et des copies de celles-ci;
- e) la première diffusion de la fixation de leurs exécutions, par le moyen des ondes radioélectriques par câble, de telle façon que les membres du public peuvent y avoir accès à un endroit et à un moment choisis individuellement par eux;
- f) la radiodiffusion et la communication au public de leurs exécutions, sauf lorsque l'exécution en soi est déjà une exécution radiodiffusée ou est constituée d'une fixation."

En outre, l'article 14 stipule que:

"les droits conférés par cet article auront une durée de 50 ans à compter de la fin de l'année de la première diffusion légale ou de la première communication légale au public, celle des deux dates qui est antérieure à l'autre, ou à défaut d'une telle publication ou communication au public, à compter de la fin de l'année de la première exécution."

Enfin, l'article 23 confère également aux artistes interprètes ou exécutants des droits moraux.

7. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC exige que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. L'article 14:2 exige que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public des originaux ou des copies de leurs phonogrammes. Pourriez-vous spécifier en détail comment la Loi sur le droit d'auteur de Malte applique ces obligations?

La Loi sur le droit d'auteur de Malte satisfait à ces obligations par le biais de l'article 15, qui dispose que:

"Les producteurs d'enregistrements sonores auront, pour ce qui concerne leurs enregistrements sonores, et les producteurs des premières fixations de films auront, pour ce qui concerne les originaux et les copies de leurs films, le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire:

- a) la reproduction directe ou indirecte, temporaire ou permanente, par quelque moyen que ce soit ou sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie;
- b) la location et le prêt;
- c) la distribution;
- d) la première diffusion par le moyen des ondes radioélectriques ou par câble de telle façon que les membres du public puissent y avoir accès à un endroit et à un moment choisis individuellement par eux."

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

8. L'article 4 2) c) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce de Malte empêche l'enregistrement d'une marque consistant exclusivement en une forme qui confère une valeur substantielle aux marchandises. Pourriez-vous expliquer la signification de cet article et donner des exemples afin de clarifier son sens et sa portée?

Une forme sera considérée comme étant de valeur substantielle si elle ajoute de la valeur au produit qu'elle est censée distinguer, de telle façon que le produit devienne accessoire et qu'il soit acheté uniquement pour sa forme, par exemple: une boîte élaborée, voire onéreuse, pour une quantité de thé symbolique.

Il convient de noter que l'article 4 2) empêche l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce si elle consiste "exclusivement" en une forme conférant une valeur substantielle aux marchandises. Si la forme contient des caractéristiques distinctives, elle sera enregistrable de prime abord.

9. L'article 4 4) empêche l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce si, ou dans la mesure où, son utilisation est interdite à Malte. Pourriez-vous donner quelques exemples afin de clarifier le sens et la portée de cet article?

Parmi ces exemples, on peut citer les marques obscènes, les images ou marques violentes qui pourraient être limitées par les réglementations en matière d'étiquetage.

10. Pourriez-vous expliquer comment la disposition de l'article 6 4) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce de Malte est interprétée, et donner des exemples qui permettraient de clarifier la portée et le sens de cet article?

L'article 6 4) a) en particulier fait référence à l'article 32 du Code commercial de Malte qui interdit l'utilisation d'une marque de fabrique ou de commerce qui engendrerait la confusion avec une autre marque de fabrique ou de commerce qui est déjà utilisée, qu'elle soit ou non enregistrée.

L'article 6 4) b) fait référence au cas où une marque de fabrique ou de commerce, bien qu'elle ne soit pas enregistrée en tant que telle, est protégée en vertu du droit d'auteur ou d'un dessin ou modèle enregistré.

11. L'article 11 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce de Malte stipule que l'utilisation d'une autre marque enregistrée concernant les marchandises et services pour lesquels la première a été enregistrée ne constitue pas une atteinte à une marque de fabrique ou de commerce déjà enregistrée. Pourriez-vous expliquer comment il serait possible pour deux

marques de fabrique ou de commerce similaires d'être enregistrées pour des marchandises ou services similaires à la lumière des dispositions de l'article 6 de la loi?

Il existe deux principaux exemples d'une telle situation:

- i) L'article 6 5) dispose que "aucune disposition de cet article n'empêche l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce lorsque le titulaire de la première marque ou le titulaire d'un droit précédent consent à l'enregistrement". Lorsque ce droit a été enregistré, il ne peut pas être considéré comme portant atteinte à un droit;
- ii) L'article 8 stipule que l'Office de propriété industrielle peut modifier sa pratique et s'abstenir de rejeter une demande pour des motifs connexes. Ceci pourrait déboucher sur l'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce identiques ou similaires pour des marchandises ou des services identiques ou similaires. À l'évidence, une telle situation serait sujette à une procédure en nullité conformément aux articles 43 3) et 43 4).

12. Pourriez-vous expliquer si la Loi de Malte sur les marques de fabrique ou de commerce suppose qu'une confusion est possible lorsqu'une marque identique est utilisée pour des marchandises et des services identiques sans l'autorisation du titulaire de la marque de fabrique ou de commerce enregistrée?

L'article 10 1) stipule que "une personne porte atteinte à une marque de fabrique ou de commerce enregistrée si elle utilise, dans le cadre commercial, un signe identique à la marque de fabrique ou de commerce pour des marchandises ou services identiques à ceux pour lesquels elle a été enregistrée". Dans de tels cas, il n'est pas nécessaire de prouver qu'une confusion est possible.

13. Pourriez-vous expliquer comment la législation maltaise, outre l'article 6 4) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, prévoit la protection des marques de fabrique ou de commerce notoires et des marques de service, et citer les dispositions pertinentes de la loi.

Outre les dispositions de l'article 6 4), l'article 50 2) dispose que:

"le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce pouvant bénéficier d'une protection au titre de la Convention de Paris en tant que marque de fabrique ou de commerce notoire, peut restreindre, par voie d'injonction, l'utilisation à Malte d'une marque de fabrique ou de commerce qui, ou dont la plus grande partie, est identique ou similaire à sa marque, pour des marchandises ou services identiques ou similaires, lorsque cette utilisation est susceptible d'engendrer la confusion".

14. Pourriez-vous expliquer comment la Loi de Malte sur les marques de fabrique ou de commerce s'accorde avec la disposition de l'article 19 de l'Accord sur les ADPIC relatif à l'usage.

L'article 42 1) stipule que:

"L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut être radié pour l'un des motifs évoqués ci-après:

- a) si, pendant la période de cinq ans à compter de la date d'accomplissement de la procédure d'enregistrement, la marque n'a pas été véritablement utilisée à

Malte, par le titulaire ou avec son consentement, en rapport avec les marchandises ou les services pour lesquels elle est enregistrée, et qu'il n'existe aucune raison valable justifiant ce non-usage; et

- b) si cet usage a été suspendu pendant une période ininterrompue de cinq ans et qu'il n'existe aucune raison valable justifiant ce non-usage."

L'article 42 2) stipule que:

"l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce comprend l'utilisation de celle-ci sous une forme différant dans des éléments tels qu'ils n'altèrent pas le caractère distinctif de la marque dans la forme sous laquelle elle a été enregistrée, et l'utilisation à Malte comprend l'apposition à Malte de la marque de fabrique ou de commerce sur les marchandises ou l'emballage des marchandises, uniquement à des fins d'exportation."

En outre, l'article 42 3) maintient que:

"L'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas radié au motif mentionné aux alinéas a) ou b) du paragraphe 1) si l'usage auquel il est fait référence dans ce paragraphe débute ou reprend après expiration de la période de cinq ans, et avant l'introduction de la demande de radiation:

À condition que le début ou la reprise de l'usage après expiration de la période de cinq ans, mais pendant une période de trois mois avant l'introduction de la demande, ne soit pas pris en compte, à moins que les préparatifs en vue du commencement ou de la reprise de l'usage n'aient débuté avant que le titulaire n'ait connaissance du probable dépôt de la demande."

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

15. Si, en plus des dispositions de la Liste 1 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce de Malte traitant des marques collectives et de certification, d'autres lois ou réglementations prévoient également la reconnaissance et la protection des indications géographiques, pourriez-vous décrire les dispositions de ces lois ou réglementations et donner les ordonnances d'assignation pertinentes?

Non applicable.

16. Quels critères sont pris en compte lorsqu'il s'agit de déterminer s'il convient de reconnaître une indication géographique?

Étant donné que la protection d'une indication géographique peut être réalisée par l'enregistrement d'une marque collective ou de certification, la décision de l'Office sera basée sur les motifs absolus et relatifs de rejet définis respectivement aux articles 4 et 6 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. L'article 4 c), qui exclut de l'enregistrement les marques de fabrique ou de commerce qui sont exclusivement constituées de signes ou d'indications pouvant servir à désigner l'origine géographique, n'est pas prise en compte.

En outre, le demandeur doit indiquer de quelle façon une qualité, une réputation ou toute autre caractéristique donnée est attribuable à l'origine de l'indication géographique.

17. Pourriez-vous décrire la façon dont il est satisfait au niveau de protection plus élevé requis pour les vins et spiritueux au titre de l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer des exemples de tels produits ainsi que la loi au titre de laquelle ils sont protégés?

L'article 4 1) c) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce de 2000 empêche l'enregistrement des: "marques de fabrique ou de commerce qui sont exclusivement constituées de signes ou d'indications pouvant servir, dans le cadre du commerce, à désigner le type, la qualité, l'usage premier, la valeur, l'origine géographique, le moment de la production des marchandises ou de la prestation de services, ou d'autres caractéristiques de marchandises ou de services".

En outre, l'article 4 3) b) empêche l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce si elles sont "de nature à induire le public en erreur ou susceptibles d'induire le public en erreur quant à la nature, la qualité ou l'origine géographique des marchandises ou services de toute autre façon".

Enfin, l'article 43 stipule que toute personne peut demander au moyen d'une ordonnance d'assignation auprès de la première Chambre du tribunal civil qu'une marque de fabrique ou de commerce ayant été enregistrée en violation des articles susmentionnés soit annulée.

18. Pourriez-vous décrire les moyens juridiques disponibles en vertu de la législation maltaise, autres que sa Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, permettant aux parties intéressées de garantir la protection requise par les articles 22 et 23, et citer les dispositions pertinentes de la loi?

La Loi sur les descriptions commerciales de 1986 dispose de ce qui suit:

Article 3 1): "toute personne qui, dans le cadre d'une activité commerciale:

- a) applique à toute marchandise une fausse description commerciale; ou
- b) fournit ou propose de fournir toute marchandise à laquelle une fausse description commerciale a été appliquée, sera, sous réserve des dispositions de la présente loi, coupable d'un délit".

Article 4 1): "Une description commerciale constitue une indication, directe ou indirecte, et par tout signe donné, de l'un des objets ci-après concernant toute marchandise ou partie de marchandise, c'est-à-dire:

- h) le lieu ou la date de fabrication, de production, de transformation ou de remise à neuf".

Article 17: "Lorsqu'une fausse description commerciale est appliquée à toute marchandise en dehors du territoire de Malte et que la fausse indication ou l'une des fausses indications donnée(s), ou susceptible(s) d'être considérée(s) comme donnée(s), constitue(nt) une indication du lieu de fabrication, de production, de transformation ou de remise à neuf des marchandises ou de toute partie de celles-ci, les marchandises ne seront pas importées vers Malte".

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

19. Pourriez-vous décrire la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles industriels, en citant les dispositions pertinentes de la législation maltaise, et décrire la nature de la protection accordée ainsi que les limites de celle-ci?

La protection des dessins et modèles est accordée en vertu des articles 65 à 79 de l'Ordonnance sur la propriété industrielle (Protection) de 1899.

L'article 71 stipule que: "une demande d'enregistrement d'un nouveau dessin ou modèle de fabrication sera introduite auprès du Contrôleur. Elle sera signée par l'inventeur ou par son mandataire spécial, et contiendra:

- a) Le nom, le prénom, le lieu de naissance et le domicile du demandeur ou de son mandataire, le cas échéant;
- b) une description du dessin ou du modèle, exposant brièvement, mais avec précision, ses principales caractéristiques; et
- c) une indication de la catégorie d'articles ou de substances à laquelle le demandeur a l'intention d'appliquer le nouveau dessin ou modèle".

L'article 72 requiert que "chaque demande soit accompagnée:

- a) du dessin, en plus des modèles que le demandeur considère utiles à la bonne compréhension de son invention;
- b) la somme due en vertu de la Liste annexée à la présente concernant l'enregistrement d'un nouveau dessin ou modèle;
- c) s'il existe un mandataire, la procuration sous l'une des formes prescrites au paragraphe d) de l'article 10;
- d) une liste des papiers et documents produits".

L'article 73 stipule que "le demandeur fournira au Contrôleur un nombre de calques et de dessins propre à lui permettre, de l'avis du Contrôleur, d'identifier le nouveau dessin ou modèle".

L'enregistrement d'un dessin ou d'un modèle confère au titulaire le droit exclusif de reproduire le dessin ou modèle et d'appliquer celui-ci par tout moyen ou procédé à tout article de fabrication ou à toute autre substance, qu'elle soit matérielle ou artificielle, ou en partie naturelle et en partie artificielle, que le dessin ou modèle soit applicable pour le modèle ou pour la forme ou la configuration ou pour l'ornementation de celle-ci. (Articles 67 à 68).

Pour être enregistré, un dessin ou modèle doit être nouveau et sera protégé pendant une période de cinq ans à compter de la date d'enregistrement, période qui peut être prolongée de cinq années supplémentaires, à la demande du titulaire. En outre, le Contrôleur peut, à la demande du titulaire, étendre la protection à une autre période de cinq ans supplémentaire.

20. Pourriez-vous décrire la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins ou modèles textiles et citer les dispositions de la législation au titre desquelles cette protection est accordée?

À Malte, l'enregistrement d'un dessin ou modèle est une procédure simple et relativement peu coûteuse.

Il n'existe aucune disposition spécifique concernant les dessins ou modèles textiles. Par conséquent, la réponse à la question 19 est d'application.

F. BREVETS

21. L'article 4 6) de la Loi de Malte sur les brevets autorise le ministre à adopter des réglementations modifiant les dispositions du paragraphe 4 5), à l'exception de celle concernant les inventions qui seraient contraires à l'ordre public ou à la moralité publique, qui interdit l'octroi d'un brevet dans certaines circonstances. De telles réglementations ont-elles été émises et, dans l'affirmative, pourriez-vous expliquer en détail quelles modifications ces réglementations ont apporté?

Aucune réglementation n'a été adoptée à cet égard.

22. L'article 27 de la Loi de Malte sur les brevets confère au détenteur du brevet les droits requis par l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC. Il accorde également au détenteur du brevet la possibilité d'arrêter des parties incitant d'autres parties à commettre des actes portant atteinte à un droit. Pourriez-vous décrire les critères qui seraient pris en compte par un juge s'il devait déterminer si une telle incitation avait effectivement lieu ou était susceptible d'avoir lieu?

Il s'agit d'un nouveau droit et il n'existe encore aucune jurisprudence en la matière.

23. L'article 39 1) autorise la première Chambre du tribunal civil à ordonner au Contrôleur d'accorder une licence obligatoire si l'invention brevetée n'est pas "ouvrée" ou si elle est "insuffisamment ouvrée". Le paragraphe 3) stipule expressément que l'importation ne constituerait pas une justification de la non-ouvraison sur le territoire de Malte. Pourriez-vous expliquer par quel autre moyen Malte peut garantir que les droits de brevet sont accordés de façon non-discriminatoire quant au lieu où le produit a été fabriqué, ainsi qu'il est prescrit à l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC?

La phrase "L'importation ne constituera pas une telle circonstance" a été supprimée de la Loi sur les brevets.

24. Pourriez-vous expliquer dans quelle mesure, lors de l'octroi de licences obligatoires au titre de la Loi de Malte sur les brevets, il est satisfait à chacune des prescriptions de l'article 31 et citer les dispositions pertinentes de la loi ou de la réglementation assurant cette conformité?

Il est satisfait aux prescriptions de l'article 31 par les articles 39 à 40 de la Loi sur les brevets, qui a été modifiée comme suit:

"39.1) La première Chambre du tribunal civil peut, sur ordonnance d'assignation déposée par toute personne qui prouve sa capacité à ouvrir l'invention brevetée à Malte, et déposée après expiration soit d'une période de quatre ans à compter du dépôt de la demande de brevet soit d'une période de trois ans à compter de l'octroi du brevet, celle des deux dates qui est postérieure à l'autre, demander au Contrôleur d'accorder une licence non volontaire et non exclusive si l'invention n'est pas ouvrée ou est insuffisamment ouvrée à Malte.

2) L'octroi de la licence non volontaire sera soumis au paiement au titulaire du brevet d'une rémunération équitable dont le montant sera établi par la première Chambre du tribunal civil et peut être autorisé si, préalablement à une telle utilisation,

le candidat utilisateur a entrepris des efforts en vue d'obtenir une autorisation du détenteur du droit suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables, et si ces efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable.

3) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), une licence non volontaire ne sera pas accordée si le tribunal est convaincu qu'il existe des circonstances justifiant la non-ouvroison ou l'ouvroison insuffisante de l'invention brevetée à Malte.

4) Avant de décider ou non d'accorder une licence non volontaire, le tribunal permettra aux deux parties, tant le titulaire du brevet que la personne sollicitant l'octroi d'une licence non volontaire, de présenter leurs arguments.

5) Toute licence non volontaire est révoquée lorsque les circonstances ayant conduit à son octroi cessent d'exister, en prenant en compte les intérêts légitimes du titulaire du brevet et du titulaire de la licence. Si le titulaire du brevet en fait la demande, par le dépôt d'une ordonnance d'assignation auprès de la première Chambre du tribunal civil, il sera examiné si les circonstances continuent d'exister.

6) L'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 27 de la présente loi sera interprété dans le sens où, si le produit breveté est commercialisé par un titulaire de licence en vertu d'une licence non volontaire, il sera considéré comme ayant été commercialisé avec le consentement exprès du titulaire du brevet.

7) La portée et la durée d'une licence non volontaire seront limitées aux fins auxquelles celle-ci a été autorisée et seront:

- a) non exclusives;
- b) incessibles, sauf avec la partie de l'entreprise ou du fonds de commerce qui en a la jouissance;
- c) rapportées si et lorsque les circonstances ayant conduit à l'octroi de la licence cessent d'exister; et
- d) principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur.

8) Lorsqu'une licence non volontaire est délivrée en vue de permettre l'exploitation d'un brevet ("le second brevet") qui ne peut pas être exploité sans porter atteinte à un autre brevet ("le premier brevet"), les conditions additionnelles suivantes seront d'application:

- i) l'invention revendiquée dans le second brevet supposera un progrès technique important, d'un intérêt économique considérable, par rapport à l'invention revendiquée dans le premier brevet;
- ii) le titulaire du premier brevet aura droit à une licence réciproque à des conditions raisonnables pour utiliser l'invention revendiquée dans le second brevet; et
- iii) l'utilisation autorisée en rapport avec le premier brevet sera incessible sauf si le second brevet est également cédé."

"40.1) Lorsque la sécurité nationale ou la sécurité publique l'exige, le Ministre responsable du Bureau de la propriété industrielle peut autoriser, même sans l'accord du titulaire du brevet ou de la demande de brevet, par un avis publié suivant la forme prescrite, une agence gouvernementale ou une personne désignée dans ledit avis à fabriquer, utiliser ou vendre une invention pour laquelle il existe un brevet ou une demande de brevet, sous réserve du paiement d'une rémunération équitable au titulaire du brevet ou de la demande de brevet.

2) Les conditions définies aux paragraphes 7 et 8 de l'article 39 seront également applicables concernant une autorisation délivrée par le ministre au titre du présent article.

3) Toute décision prise par le ministre au titre du présent article peut faire l'objet d'un recours dans le cadre d'une action par ordonnance d'assignation auprès de la première Chambre du tribunal civil."

25. L'article 44 1) de la Loi sur les brevets définit les conditions auxquelles le Contrôleur peut annuler un brevet mais ce même article autorise également le Contrôleur à annuler un brevet "pour tout autre motif". Pourriez-vous expliquer la signification de cette compétence et donner quelques exemples afin de clarifier la portée de cette disposition?

L'article 44 1) stipule que le Contrôleur peut, à la demande d'une tierce partie ou de lui-même, sauf dans le cas mentionné dans le paragraphe c), annuler un brevet, en tout ou en partie, sur la base d'un des motifs suivants et ne peut pas l'annuler sur base de tout autre motif.

26. Pourriez-vous expliquer si la législation de Malte prévoit la possibilité de prolonger la durée de protection d'un brevet et, dans l'affirmative, pourriez-vous communiquer de plus amples renseignements concernant ces prolongements ainsi que les conditions auxquelles ceux-ci sont accordés.

La nouvelle Loi sur les brevets ne contient aucune disposition prévoyant le prolongement de la durée de protection des brevets. Celle-ci est fixée à 20 ans.

27. L'article 49 de la Loi sur les brevets permet à une partie concernée de demander, en engageant des poursuites à l'encontre du titulaire du brevet, que la première Chambre du tribunal civil déclare que la réalisation d'un acte spécifique ne constitue pas une atteinte au brevet. Pourriez-vous expliquer si le demandeur doit obligatoirement prouver qu'il existe des motifs de croire que le détenteur va engager des poursuites pour atteinte à un droit pour que la première Chambre du tribunal civil accepte d'examiner la demande de jugement déclaratoire.

Il n'est pas nécessaire de prouver qu'il existe une telle probabilité.

G. SCHEMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

28. Quelles dispositions de la législation maltaise prévoient la protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés (dénommés "schémas de configuration" dans l'Accord sur les ADPIC) qui sont enregistrés ou qui ont été exploités commercialement dans une partie du monde, comme souligné à l'article 35 de l'Accord sur les ADPIC? Pourriez-vous donner des citations de ces lois?

La protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés est établie en vertu de:

- la Partie VIII – Droit *sui generis* concernant les topographies de semi-conducteurs de la Loi de Malte sur le droit d'auteur n° XIII 2000, articles 32 à 4; et
- la Partie IX – Articles 42 à 44 relatives à l'atteinte à un droit.

29. Pourriez-vous décrire en détail la portée de la protection accordée aux schémas de configuration en vertu de ces lois?

L'article 32 dispose que: "Les créateurs de topographies de semi-conducteurs et leurs ayants droit auront le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire à Malte la reproduction de la topographie et l'exploitation commerciale ou l'importation à des fins d'exploitation commerciale de la topographie ou d'un semi-conducteur fabriqué en utilisant une topographie."

L'article 33 dispose que: "le droit conféré par l'article 32 n'empêche pas:

- a) la reproduction d'une topographie dans le cadre privé, à des fins non commerciales;
- b) la reproduction aux fins d'analyse, d'évaluation ou d'apprentissage des concepts, procédés, systèmes ou techniques contenus dans la topographie ou de la topographie en soi."

L'article 35 maintient que: "le droit conféré par l'article 32 de la présente loi s'applique uniquement aux topographies de semi-conducteurs qui sont le résultat de l'effort intellectuel du créateur et qui ne sont pas courantes dans l'industrie des semi-conducteurs, mais ne sera étendu à aucun concept, procédé, système, technique ou information codée contenu dans la topographie:

À condition que, lorsque la topographie de semi-conducteur est constituée d'éléments courants dans l'industrie des semi-conducteurs, elle ne soit protégée que dans la mesure où la combinaison de tels éléments, pris dans leur ensemble, satisfait aux conditions susmentionnées."

L'article 41 précise que: "il n'est pas interdit à une personne, ou à son ayant droit, qui acquiert un produit de semi-conducteur d'exploiter commercialement ce produit si, au moment de l'acquisition, elle ne savait pas et ne pouvait raisonnablement pas savoir qu'un droit *sui generis*, tel que conféré par l'article 32, subsistait pour cette œuvre:

À condition que, à la requête du détenteur de droit ou de ses ayants droit, la première Chambre du tribunal civil demande à cette personne de verser au plaignant une compensation adéquate pour les actes commis par lui après qu'il a pris connaissance ou qu'il avait raisonnablement des motifs de croire que le semi-conducteur était protégé par un tel droit *sui generis*."

30. Quelle est la durée de la protection accordée aux schémas de configuration?

L'article 40 stipule que: "Le droit conféré par l'article 32 subsistera pendant une période de dix ans à compter de la fin de l'année de la première exploitation commerciale de la topographie de semi-conducteur n'importe où dans le monde, ou pendant une période de 15 ans à compter de la première fixation ou du premier encodage de la topographie de semi-conducteur, si elle n'a pas été exploitée commercialement."

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

31. Pourriez-vous décrire en détail la protection que la loi maltaise accorde aux renseignements non divulgués et secrets au sens de l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC et citer les dispositions pertinentes de la loi?

La divulgation non autorisée de renseignements secrets constitue un délit au titre de l'article 257 du Code pénal et au titre de la Loi sur le secret professionnel de 1994.

L'article 35 du Code de commerce interdit également la subornation de personnes employées dans les activités commerciales ou l'entreprise d'un concurrent dans le but de connaître ou d'exploiter ses clients, et des copies des dispositions pertinentes de la loi sont annexées au présent document.

En vertu de l'article 37 du même Code, ces comportements sont passibles de peines civiles et d'autres sanctions.

Selon la proposition de loi sur les marques de fabrique ou de commerce de 2000, les mandataires de marques de fabrique ou de commerce enregistrées jouissent du secret professionnel au même titre que les avocats (article 70).

32. Pourriez-vous décrire en détail la forme de protection contre la divulgation qui est offertes pour les données résultant d'essais concernant les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture qui sont communiquées en vue d'obtenir l'autorisation de leur commercialisation à Malte, et citer les dispositions pertinentes de la loi?⁴

Les données communiquées en vue d'obtenir l'autorisation de commercialisation sont protégées contre la divulgation au titre de la Loi sur le secret professionnel ainsi qu'au titre de l'article 257 du Code pénal.

Les réglementations de la fonction publique, y compris son code d'éthique, interdisent aux employés du gouvernement de révéler les renseignements communiqués dans le cadre de leur fonction.

La divulgation de tels renseignements par un département gouvernemental ou par un organe instauré par la loi constituerait également une violation du principe général qui veut que l'Administration opère en toute impartialité et n'abuse pas de son pouvoir. Ces principes sont reflétés à l'article 469A du Code d'organisation et de procédure civile sur le droit de révision judiciaire.

La privation de biens sans compensation est également interdite au titre de l'article 37 de la Constitution.

La Loi sur la Convention européenne de 1987 incorpore la Convention européenne sur les droits de l'homme à la législation maltaise, incluant donc, *a fortiori*, le droit à la vie privée et le droit à jouir de ses possessions tels que protégés par cette Convention dans la législation maltaise.

33. Les autres demandeurs d'une approbation de commercialisation pour leurs propres versions d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture préalablement approuvés peuvent-ils se baser sur des données communiquées par le demandeur

⁴ La réponse à cette question a été modifiée par une communication de la Délégation permanente de Malte datée du 23 juin 2000.

précédent. Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité accordée au premier demandeur avant qu'il puisse profiter de ces données?

Chaque produit est examiné de façon indépendante et il n'est pas permis de se baser sur des données communiquées par des demandeurs précédents.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS – OBLIGATIONS GÉNÉRALES

34. Pourriez-vous expliquer si les lois maltaises prévoient des actions efficaces contre l'atteinte à des droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'il est prescrit à l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC?

La législation maltaise prévoit des actions efficaces contre l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'il peut être constaté à la lecture des réponses aux questions 35-38 posées par les États-Unis.

J. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS – PROCÉDURES ET MESURES CORRECTIVES CIVILES ET ADMINISTRATIVES

35. L'article 42:4 de l'Accord sur les ADPIC prévoit le recours à des organes judiciaires concernant des décisions administratives finales et au moins des aspects juridiques des décisions judiciaires initiales sur le fond de tout acte portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle. Pourriez-vous expliquer si les lois maltaises prévoient un tel mécanisme?

En vertu du système juridique maltais, toutes les décisions des autorités administratives (notamment les ministères et les départements gouvernementaux, les autorités locales et toute personne morale instaurée par la loi) sont sujettes à révision judiciaire conformément à l'article 469A du Code d'organisation et de procédure civile. Lorsque la législation prévoit un moyen spécifique de contestation ou de réparation auprès d'une cour ou d'un tribunal concernant un type d'acte administrative particulier, c'est cette loi spécifique qui est applicable.

Dans le domaine de la propriété intellectuelle, la position est la suivante:

Droit d'auteur

L'action concernant l'atteinte au droit d'auteur est une action civile dont la demande doit être déposée par le titulaire du droit auprès de la première Chambre du tribunal civil.

Un Conseil du droit d'auteur, qui doit être présidé par un juge ou un magistrat retraité ou par une personne qui a exercé le métier d'avocat à Malte pendant une période de sept ans, peut rendre des ordonnances dans des cas de refus irraisonnable d'accorder une licence lorsqu'il s'agit de retransmission par câble ou de rediffusion, ou lorsqu'il est présumé que des conditions irraisonnables sont imposées. Les décisions du Conseil du droit d'auteur sont sujettes à une procédure d'appel auprès de la Cour d'appel. (Article 49 de la Loi sur le droit d'auteur de 2000).

Brevets

En vertu de la nouvelle Loi sur les brevets de 2000, les décisions du Contrôleur de refuser l'octroi d'une licence ou de refuser une demande de rétablissement de droits ou toute autre demande du demandeur, ou du titulaire d'un brevet, peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour d'appel. (Article 58 de la proposition de loi sur les brevets de 2000).

Les décisions du ministre concernant l'exploitation d'un brevet sans le consentement de son titulaire, dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de la sécurité publique, et sous réserve d'une rémunération équitable, peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la première Chambre du tribunal civil et auprès de la Cour d'appel. (Article 39)

L'octroi d'un brevet à une personne n'ayant pas droit à celui-ci est susceptible de poursuites auprès de la première Chambre du tribunal civil, où la cession judiciaire d'un brevet à la personne y ayant droit peut être ordonnée. (Article 32)

Lors d'un recours en appel, tant les points de droit que les points factuels sont jugés.

Marques de fabrique ou de commerce

Dans la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce de 2000 telle qu'elle a été proposée, il peut être fait appel de toutes les décisions du Contrôleur auprès de la Cour d'appel. (Article 64) Le ministre a le pouvoir d'exempter certaines catégories d'actes du Contrôleur de la possibilité d'appel au titre de cet article.

36. Pourriez-vous donner de plus amples informations concernant les procédures de dépôt d'une demande et de pourvoi en appel en matière de propriété intellectuelle?

Les affaires sont enregistrées auprès du greffe du tribunal, où le plaignant est tenu de payer au greffe des honoraires relativement modestes. Les mémoires doivent être signées par un avocat.

Les mémoires sont ensuite signifiées au défendeur, qui est également informé de la date de la première audience. Il est également ménagé au défendeur le temps nécessaire pour déposer l'exposé de la défense qui, dans la plupart des procédures, (par exemple celles déposées par ordonnance d'assignation) est une période de 20 jours.

Le recours auprès de la Cour d'appel est accordé par les décisions de la première Chambre du tribunal civil. Le recours en appel est introduit par le dépôt d'une demande au greffe du tribunal.

La demande est ensuite signifiée au défendeur, qui dispose d'un délai de 20 jours pour répondre. La réponse, ou les délais accordés pour celle-ci, clôture la phase des mémoires. Une audition est fixée, qui est suivie d'un jugement. Les délais accordés pour le dépôt des mémoires peuvent être réduits dans des cas urgents.

37. Pourriez-vous décrire les procédures visant la protection des renseignements confidentiels dans les cas d'atteinte à la propriété intellectuelle?

Il revient au tribunal de déterminer si un témoin est tenu de fournir des preuves concernant des faits ou des documents dont la divulgation serait préjudiciable à l'intérêt public. (Article 590 du Code d'organisation et de procédure civile).

La divulgation de documents portant préjudice aux relations internationales de Malte ou qui révéleraient des renseignements communiqués à titre confidentiel, notamment par une autorité d'une organisation gouvernementale étrangère au gouvernement de Malte, n'est pas admissible non plus.

Les mêmes règles s'appliquent aux faits ou documents dont la divulgation porterait préjudice à l'application ou à la bonne administration de la loi dans un cas particulier. (Article 637 du Code d'organisation et de procédure civile)

Il incombe à la Cour de décider de la pertinence d'un document ou d'une preuve dans le cadre des procédures (article 558 COCP), et de décider de l'intérêt de la partie demandant la production d'un document, eu égard à la nature de l'affaire et à la nature du document dont la production est exigée. (Article 638 COCP).

Lorsque, selon une loi spécifique, des renseignements du même type que ceux qui figurent dans un document en la possession du gouvernement sont révélés par des personnes auxquelles cette loi est applicable (par exemple, l'article 257 du Code pénal et la Loi sur le secret professionnel), un tel document ne peut pas être demandé à titre de preuve et il ne peut être posé aux témoins des questions révélant son contenu. (Articles 590 et 637 COCP)

Les personnes commettant un délit en révélant des renseignements secrets (au titre de l'article 257 du Code pénal et au titre de la Loi sur le secret professionnel) ne peuvent pas être forcées de révéler de tels renseignements secrets dans le cadre d'un litige, sauf en vertu d'une ordonnance du tribunal conformément à une disposition expresse de la loi aux fins de laquelle cette disposition a été promulguée. (Article 9 de la Loi sur le secret professionnel).

Le juge peut également ordonner que la séance se tienne à huis clos et que l'accès aux minutes soit limité aux parties.

38. L'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC autorise les juges à ordonner la production d'éléments de preuves à l'appui de ses allégations lorsque cette partie n'a pas pu obtenir de tels éléments de preuve de la partie adverse. Pourriez-vous expliquer les dispositions des lois et réglementations de Malte prévoyant cette autorisation?

Les témoins peuvent être assignés à comparaître en vue de fournir des éléments de preuve ou de produire tout livre, document ou autre chose appartenant aux parties contestantes, ou étant à la charge ou à la garde de tels témoins ou que, selon la loi, le témoin est obligé de produire. (Articles 569 et 570 COCP)

Il est également légal de demander la production de documents qui sont en la possession d'autres personnes, si la partie demandant la production des documents démontre qu'elle a un intérêt à ce que ces documents soient produits par l'autre partie au procès.

Les documents appartenant à des personnes qui ne sont pas parties au procès peuvent également être exigés si la personne possédant de tels documents ne démontre pas qu'elle a des raisons particulières de ne pas produire les documents. (Article 637 COCP)

39. L'article 44:1 de l'Accord sur les ADPIC autorise le juge à interdire à un défendeur, à l'exception du gouvernement, de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Pourriez-vous citer les dispositions des lois et réglementations de Malte qui prévoient cette autorisation?

Les tribunaux peuvent prononcer une injonction de ne pas faire afin d'empêcher une personne de réaliser tout acte stipulé dans le mandat, qui pourrait porter préjudice à la personne ayant déposé la demande de mandat. (Article 873 COCP) Un tel mandat doit être suivi d'un procès afin de défendre le droit du demandeur.

Selon la Loi sur les brevets de 2000 telle qu'elle a été proposée, le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce enregistrée peut demander au tribunal d'ordonner que tous les matériaux, marchandises ou articles portant atteinte aux droits et qu'une personne a en sa possession, dont elle a

la garde ou le contrôle dans le cadre de ses activités, lui soient remis ou soient remis à toute autre personne désignée par le tribunal. (Article 16 1))

40. Quelles dispositions des lois et réglementations de Malte autorisent les juges à ordonner le paiement de dommages-intérêts adéquats pour compenser le dommage occasionné par l'atteinte au droit, ainsi qu'il est souligné à l'article 45:1 de l'Accord sur les ADPIC?

Selon la législation maltaise, les dommages-intérêts comprennent à la fois la perte de bénéfices et la perte de revenus. Les frais encourus du fait de la faute des autres parties ainsi que les honoraires d'avocat sont également recouvrables, conformément au jugement du tribunal.

Dispositions spécifiques – Brevets

Toute personne qui exploite une invention faisant l'objet d'un brevet ou d'une demande de brevet est responsable du tort causé au titulaire du brevet ou de la demande de brevet ou au détenteur de la licence. Le droit de poursuivre en dommages-intérêts s'exercera sans préjudice du droit qu'une telle personne a de demander qu'une ordonnance conservatoire soit émise, ainsi qu'il est stipulé dans le Code d'organisation et de procédure civile, pour protéger ses droits. (Article 47 1) et 2))

Dispositions spécifiques – Droit d'auteur

Lorsque toute personne porte atteinte au droit d'auteur, à des droits voisins ou à des droits *sui generis* se rapportant à une œuvre, elle pourra, à la demande du titulaire du droit d'auteur ou du détenteur du droit, être condamnée par la première instance du tribunal civil à payer des dommages-intérêts ou à payer une amende dont le montant sera déterminé sur la base d'un barème établi par le ministre et à la restitution de tous les bénéfices dérivés de l'atteinte au droit d'auteur, à des droits voisins ou à des droits *sui generis*.

Lorsque le défendeur parvient à convaincre le tribunal que, au moment où il a été porté atteinte au droit, il ne savait pas et n'aurait pu raisonnablement savoir que le droit d'auteur, les droits voisins ou les droits *sui generis* subsistaient pour l'œuvre à laquelle l'action est liée, le tribunal ne le condamnera pas à restituer les bénéfices.

La première Chambre du tribunal civil peut, dans le cadre d'une action engagée pour atteinte à un droit d'auteur, à des droits voisins ou à des droits *sui generis*, en tenant compte de toutes les circonstances et en particulier du caractère flagrant de l'atteinte au droit et de tout bénéfice revenant au défendeur du fait de l'atteinte au droit, décider d'accorder des dommages-intérêts supplémentaires nécessaires à la résolution juste de l'affaire. (Article 43 1) et 2))

Toute personne tenue pour responsable d'atteinte à des droits moraux sera passible, à la requête de l'auteur ou de ses héritiers, d'une condamnation par la première Chambre du tribunal civil à payer une amende et des dommages-intérêts à déterminer conformément au barème des amendes établi par le ministre.

41. L'article 45:2 de l'Accord sur les ADPIC autorise les juges à ordonner au contrevenant de payer aux détenteurs du droit les frais d'exécution et le recouvrement des bénéfices et/ou le paiement des dommages-intérêts légitimes. Pourriez-vous citer les lois et réglementations de Malte qui prévoient cette autorisation?

Voir la réponse à la question 40.

42. L'article 46 de l'Accord sur les ADPIC autorise d'autres mesures correctives, notamment la saisie des marchandises portant atteinte à un droit et l'écartement des circuits commerciaux des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication des marchandises en cause. Pourriez-vous citer les dispositions des lois et réglementations de Malte prévoyant cette même autorisation?

Lorsqu'il est constaté qu'une personne a porté atteinte à une marque de fabrique ou de commerce enregistrée, le tribunal peut rendre une ordonnance lui demandant:

- a) de faire en sorte que le signe incriminé soit effacé ou retiré des marchandises, matériaux ou articles de contrefaçon qu'il possède, ou dont il a la garde ou le contrôle; ou
- b) s'il n'est pas raisonnablement praticable d'effacer, ou de retirer le signe incriminé, de procéder à la destruction des marchandises, matériaux ou articles incriminés. (Article 15 1) a) et b))

Si l'une des ordonnances susmentionnées n'est pas respectée, ou s'il apparaît probable au tribunal que cette ordonnance ne sera pas respectée, le tribunal peut ordonner que les marchandises, matériaux ou articles incriminés soient livrés à une personne désignée par le tribunal qui procédera à l'effacement ou à la suppression du signe, ou à sa destruction, suivant les cas. (Article 15 2))

Le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce enregistrée peut demander au tribunal d'ordonner que tous les matériaux, marchandises ou articles portant atteinte aux droits et qu'une personne a en sa possession, dont elle a la garde ou le contrôle dans le cadre de ses activités, lui soient remis ou soient remis à toute autre personne désignée par le tribunal. (Article 16 1))

Une demande ne sera pas introduite après expiration de la période de six ans, et aucune ordonnance ne sera rendue à moins que le tribunal ne rende également une ordonnance ou qu'il lui apparaisse que certaines raisons justifient la délivrance d'une ordonnance. Une personne à qui il est remis des marchandises, matériaux ou articles portant atteinte à des droits conformément à une ordonnance les conservera en attendant la décision du tribunal. (Article 16 2) et 3))

Lorsque des marchandises, matériaux ou articles portant atteinte à des droits ont été remis conformément à une ordonnance, une action par assignation peut être introduite auprès du tribunal par toute partie intéressée:

- a) pour une ordonnance imposant qu'elles soient détruites ou cédées à la personne que le tribunal jugera appropriée; ou
- b) pour une décision stipulant qu'une telle ordonnance ne doit pas être rendue.

Lorsqu'il prendra sa décision, le tribunal examinera si d'autres mesures correctives disponibles dans une action engagée pour atteinte à la marque de fabrique ou de commerce déposée seraient appropriées pour dédommager le titulaire et tout détenteur d'une licence afin de protéger leurs intérêts. (Article 19 a), b) et c))

Brevets

Le tribunal peut décider, à la demande du plaignant, d'ordonner que la machinerie, ou autres moyens ou appareils industriels utilisés en violation du brevet, les articles contrevenants ainsi que les

appareils destinés à leur production, soient confisqués, en tout ou en partie, et remis au titulaire du brevet. (Article 47 3))

En outre, le tribunal peut ordonner que tous les articles portant atteinte à un droit et qui sont toujours en possession du défendeur soient remis au plaignant.

Le tribunal ordonnera la destruction de tous les articles portant atteinte à un droit qui sont toujours en possession du défendeur lorsqu'il est convaincu que le préjudice occasionné à l'auteur est suffisamment grave pour justifier une telle mesure. Cette disposition ne s'applique pas lorsque l'article portant atteinte à un droit est un bâtiment. (Article 44 2) et 3)).

43. Selon l'article 48:1 de l'Accord sur les ADPIC, les juges sont autorisés à indemniser un défendeur, y compris dans le cas d'abus par les plaignants. Pourriez-vous citer la disposition correspondante des lois et réglementations de Malte?

La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce dispose que toute personne lésée par des menaces injustifiées de poursuites en contrefaçon peut, au moyen d'une ordonnance d'assignation déposée auprès du tribunal civil, revendiquer des dommages-intérêts pour toute perte qu'elle est susceptible d'avoir subie du fait de ces menaces. (Article 20 2) c))

En outre, en règle générale, un défendeur auquel une injonction a été faite à tort peut demander la révocation de toutes les ordonnances conservatoires émises à son encontre. Il peut également demander le paiement de dommages-intérêts, des frais judiciaires ainsi que la condamnation du plaignant au paiement d'une amende, si les revendications de ce dernier sont déclarées comme ayant été faites avec intention de nuire, si elles sont frivoles ou vexatoires. Des frais judiciaires sont accordés au défendeur qui gagne un procès.

K. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS – MESURES PROVISOIRES

44. Pourriez-vous expliquer en détail comment les lois et réglementations de Malte assurent la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?

S'agissant de l'article 50, paragraphe 1, les autorités judiciaires ont le droit d'empêcher, à la demande de la partie concernée, qu'un acte portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle soit commis en délivrant des mandats de saisie, des ordonnances de saisie-arrêt ou des injonctions de ne pas faire.

Les marchandises soupçonnées de porter atteinte à un droit peuvent également être saisies et placées sous l'autorité du tribunal de première instance en tant que tribunal d'enquête criminelle, jusqu'à ce qu'il soit déterminé si:

Article 50:1 – Les autorités judiciaires ont le droit d'empêcher, à la demande de la partie concernée, qu'un acte portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle soit commis en délivrant des mandats provisoires de saisie, des mandats d'établissement d'état descriptif, des ordonnances de saisie-arrêt ou des injonctions de ne pas faire. (Articles 839 à 854 et articles 855 à 870 du COPC)

Dans les cas où les faits constituent un délit, les marchandises portant atteinte à un droit peuvent être saisies par la police aux fins d'être exposées au tribunal dans le cadre d'une enquête criminelle ou de poursuites criminelles.

Article 50:2 – Le tribunal peut émettre des ordonnances conservatoires *inaudita altera parte*.

Article 50:3 – Les tribunaux peuvent également exiger du requérant qu'il fournisse des éléments de preuve afin d'acquérir la conviction à première vue (dans le cas d'ordonnances conservatoires) que le requérant est le détenteur du droit et qu'il est porté atteinte à son droit, ou que cette atteinte est imminente. Dans le cas d'injonctions de ne pas faire, dont l'émission provisoire est exigée *inaudita altera parte*, la loi stipule expressément que le tribunal peut imposer toute condition qu'il estime appropriée lorsqu'une telle injonction est émise (article 873 7) du Code d'organisation et de procédure civile – COPC). En outre, une partie à l'encontre de laquelle une ordonnance conservatoire a été émise, si elle expose un motif valable, peut demander que le tribunal ordonne à la partie ayant demandé cet acte de constituer une caution ou une garantie pour le paiement de dommages-intérêts et de toute autre sanction susceptible d'être imposée par le tribunal si les poursuites sont jugées abusives. (Article 838A COCP).

Article 50:4 – Une personne à l'encontre de laquelle une ordonnance conservatoire a été émise peut demander la révocation de cette ordonnance au moyen d'une demande auprès du tribunal s'il est démontré que, dans les circonstances, il serait irraisonnable, inutile ou injustifié de maintenir l'ordonnance en vigueur, en tout ou en partie, ou si l'ordonnance a été indûment obtenue. (Articles 836 et 837 COCP) Une personne à l'encontre de laquelle une ordonnance a été émise doit être avertie de l'ordonnance.

Article 50:5 – Les tribunaux peuvent exiger que le requérant fournisse tout autre renseignement nécessaire à l'identification des marchandises avant d'ordonner l'exécution de l'ordonnance conservatoire.

Article 50:6 – La personne ayant déposé une demande d'ordonnance conservatoire est tenue d'intenter une action concernant les prétentions stipulées dans l'ordonnance dans un délai de quatre jours ouvrables, à compter de la remise de l'ordonnance à elle-même, à un conseiller ou à un mandataire légal l'ayant représentée lors de la demande d'avis d'exécution de l'ordonnance, ou dans les 12 jours suivant celui où l'ordonnance est émise, la date qui est antérieure à l'autre étant retenue, à défaut de quoi les effets de l'ordonnance prendront fin. (Articles 843, 847, 850 et 875 COPC)

Article 50:7 – Dans les cas où le requérant n'engage pas d'action concernant les prétentions stipulées dans l'ordonnance ou lorsque, dans le cas où le défendeur demande l'annulation de l'ordonnance conservatoire, la personne qui l'a demandée ne peut démontrer que celle-ci était fondée, ou s'il est démontré que les prétentions du requérant étaient frivoles, malveillantes ou vexatoires, la personne ayant demandé l'ordonnance peut être condamnée, à la demande du défendeur, à payer des dommages-intérêts pour le préjudice éventuellement causé par l'ordonnance émise. En outre, le tribunal peut condamner le requérant au paiement d'une amende à la personne contre laquelle l'ordonnance conservatoire a été abusivement émise. (Article 836 COPC)

Article 50:8 – Les ordonnances provisoires ne peuvent être émises que par les autorités judiciaires, et les autorités administratives ne disposent pas de compétences parallèles ou similaires à cet égard.

L. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS – PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

45. L'article 51 de l'Accord sur les ADPIC exige que les pays adoptent des procédures permettant au détenteur d'un droit de demander la suspension de la mise en œuvre des marchandises de marque contrefaites et des œuvres pirates portant atteinte au droit d'auteur. L'article 5 3) a) ii) stipule que, pour ce qui concerne le droit d'auteur ou les droits voisins, le requérant doit produire des éléments de preuve attestant qu'il est l'auteur ou que la personne possède le statut de détenteur du droit. Pourriez-vous expliquer en détail, au moyen

d'exemples, quel type d'éléments de preuve seraient considérés comme satisfaisant à cette obligation?

Les mesures à la frontière sont traitées dans la Loi (n° VIII) sur les mesures transfrontières de 2000.

Il convient tout d'abord de faire remarquer que, dans les cas de droit d'auteur ou de droits voisins, la preuve du statut d'auteur ou de détenteur du droit de la personne doit être fournie lorsque l'œuvre en question n'a pas été enregistrée ou lorsque aucune demande d'enregistrement n'a été déposée. Dans de tels cas, tout élément de preuve attestant que l'œuvre peut jouir d'une protection du droit d'auteur, assortie d'éléments de preuve que la même œuvre n'a pas encore été publiée et qu'elle est couverte par un droit d'auteur à Malte ou dans un État dans lequel de telles œuvres sont protégées au titre d'un accord international auquel Malte est partie, peut être pris en compte.

46. L'article 11 de la loi traitant de l'importation des marchandises portant atteinte à un droit prévoit des amendes pour de telles importations. Pourriez-vous expliquer à qui l'amende doit être payée et, s'il ne s'agit pas de la partie dont il est porté atteinte aux droits et qui, au titre de l'article 5 7), doit payer les frais administratifs des procédures, pourriez-vous expliquer pourquoi ce n'est pas le cas?

Toutes les amendes imposées par les tribunaux sont payables au gouvernement. Ainsi qu'il est indiqué à l'article 5 7) de cette législation, les frais administratifs sont payables au Département des douanes pour ce qui est des frais encourus lors du traitement de la demande et ne sont pas liés aux procédures juridiques engagées par le détenteur de droit.

47. L'article 11 2) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce stipule que les procédures engagées au titre de cet article doivent être menées conformément aux dispositions du Code pénal. Pourriez-vous décrire le fonctionnement des procédures à cet égard?

Il est présumé que l'auteur fait référence au Titre II (articles 112 et 113) de la Loi sur la propriété industrielle (Protection), chapitre 29 des lois de Malte. L'application de fausses descriptions industrielles et l'utilisation de marques de fabrique ou de commerce sans la licence requise peut correspondre à une fraude commerciale et industrielle telle que définie aux articles 298, 301 et 304 du Code pénal, chapitre 9 des lois de Malte.

La police peut décider d'engager une action en justice menée d'office, c'est-à-dire sans qu'il y ait plainte de la part de la partie lésée. Une personne déclarée coupable d'atteinte aux dispositions susmentionnées de la loi est passible de peines d'emprisonnement pouvant aller de quatre mois à un an. Le Procureur général peut donner son consentement pour que l'affaire soit entendue de façon sommaire. Des séances sommaires ont lieu devant le tribunal de première instance en tant que tribunal d'organisation judiciaire criminelle. Normalement, les éléments de preuve concernant les affaires pénales passibles de peines d'emprisonnement supérieures à six mois doivent préalablement être entendues devant le tribunal de première instance siégeant en tant que tribunal d'enquête criminelle.

48. Pourriez-vous expliquer si les procédures, autorisées au titre de l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC, peuvent être utilisées pour empêcher la réexportation de marchandises soupçonnées de porter atteinte au droit d'auteur et/ou des marques de fabrique ou de commerce?

Aucune réexportation de marchandises ayant été placées dans l'une des situations mentionnées à l'article 4 de la Loi sur les mesures transfrontières et soupçonnée de porter atteinte au

droit d'auteur et/ou marques de fabrique ou de commerce ne sera autorisée si une demande d'action par les douanes en bonne et due forme est introduite par le détenteur du droit et que des procédures juridiques ont été engagées.

Toutefois, une telle réexportation peut être autorisée si:

- aucune demande en bonne et due forme n'est introduite dans les délais prescrits pour ce qui est des marchandises en question;
- une demande en bonne et due forme est introduite et aucune procédure juridique n'a été engagée;
- des procédures juridiques ont été engagées; et
- le tribunal constate qu'il n'a été porté atteinte à aucun droit de propriété intellectuelle.

49. L'article 57 requiert que les autorités compétentes puissent autoriser le détenteur du droit à inspecter les marchandises consignées afin d'étayer les allégations. Pourriez-vous expliquer comment la législation maltaise permet à un détenteur de droit d'inspecter les marchandises suspectes qui ont été consignées par les autorités douanières.

L'article 7 3) de la Loi sur les mesures transfrontières stipule que les douanes doivent permettre au requérant (qui doit être le détenteur de droit tel que défini dans la présente législation) d'inspecter les marchandises dont la mise en libre circulation a été suspendue ou qui ont été consignées.

50. L'article 57 établit également que, lorsque la décision au fond est favorable au détenteur de droit, les autorités compétentes peuvent être habilitées à donner au détenteur du droit des renseignements concernant l'importateur, le destinataire ou l'expéditeur. Si les autorités compétentes à Malte peuvent fournir au détenteur du droit des renseignements concernant l'importateur, le destinataire ou l'expéditeur, pourriez-vous expliquer comment les renseignements concernant les noms et adresses des expéditeurs, des importateurs et des destinataires et les quantités de marchandises sont communiqués au requérant après qu'une décision positive a été prise au sujet de l'atteinte au droit, par exemple, la communication automatique de renseignements par les autorités ou la présentation d'une demande écrite de la part du détenteur de droit, etc. Pourriez-vous citer la loi ou réglementation prévoyant une telle autorité?

L'article 8 2) de la Loi sur les mesures transfrontières, sous le titre "Dispositions applicables aux marchandises dont il a été constaté qu'elles portaient atteinte à un droit de propriété intellectuelle", dispose que les douanes informent le détenteur du droit en question, sur demande, des noms et adresses de l'expéditeur, de l'importateur ou de l'exportateur et du fabricant des marchandises dont il a été établi qu'elles portaient atteinte à un droit de propriété intellectuelle et de la quantité des marchandises en question.

51. L'article 58 spécifie les procédures à suivre lorsque les autorités compétentes peuvent agir d'office. Pourriez-vous expliquer si les autorités compétentes à Malte sont habilitées à agir d'office et, dans l'affirmative, pourriez-vous identifier les domaines de la propriété intellectuelle soumis à l'action menée d'office?

L'article 6 de la Loi sur les mesures transfrontières autorise le Département des douanes, lorsque les marchandises soupçonnées de porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle ont été

détectées avant qu'une demande du détenteur du droit n'ait été introduite ou approuvée, à suspendre la mise en libre circulation (ou à confisquer) les marchandises en question pendant cinq jours ouvrables, afin de permettre au détenteur du droit de déposer une demande d'action par les douanes.

Les domaines de propriété intellectuelle couverts par l'action menée d'office sont les mêmes domaines que ceux couverts par la présente législation, à savoir les marchandises contrefaites, y compris les marchandises portant atteinte aux marques de fabrique ou de commerce et leur emballage, les marchandises pirates y compris les marchandises portant atteinte au droit d'auteur et les droits voisins ainsi que les droits des dessins et modèles, les marchandises portant atteinte à un droit de brevet en vertu de la loi maltaise et les matériaux et instruments ayant principalement servi à la fabrication des marchandises portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle.

L'utilisation de contrefaçons de propriété intellectuelle lors de la perpétration de délits liés à la fraude commerciale et industrielle peut être poursuivie d'office en vertu des articles 298, 301 et 304 du Code pénal. Par ailleurs, les plaignants aux termes de la Loi sur la propriété intellectuelle (Protection), peuvent demander réparation au tribunal civil. La police ne peut engager une action pénale que dans les cas de violation du droit d'auteur sur plainte de la partie lésée (article 298B du Code pénal). La violation des autres droits de propriété intellectuelle ne relève pas du domaine du droit pénal.

52. L'article 59 identifie les mesures correctives disponibles, y compris la destruction ou l'écartement des circuits commerciaux des marchandises portant atteinte à un droit. Pourriez-vous expliquer ce que la loi de Malte autorise concernant la mise hors circuit des marchandises portant atteinte à un droit, c'est-à-dire la loi permet-elle la destruction, la mise hors circuit ou les deux? Pourriez-vous citer la loi ou les réglementations prévoyant une telle autorité?

L'article 8 1) de la Loi sur les mesures transfrontières dispose que, lorsqu'il a été constaté que les marchandises portent atteinte à un droit de propriété intellectuelle, le tribunal ordonne aux douanes d'écarter ces marchandises des circuits commerciaux, de façon à éviter qu'il soit porté préjudice au détenteur du droit, ou de les détruire.

Le tribunal peut également prendre, ou ordonner aux douanes de prendre, concernant ces marchandises, toute autre mesure susceptible de priver efficacement la personne coupable de tout bénéfice économique découlant de la transaction.

Toutefois, cette législation stipule également que le tribunal doit tenir compte de la nécessité d'appliquer une règle de proportionnalité entre la gravité de l'atteinte au droit et les mesures correctives décidées, ainsi que les intérêts des tiers.

B. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS – PROCÉDURES PÉNALES

53. L'article 61 de l'Accord sur les ADPIC requiert que les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, y compris des peines d'emprisonnement et/ou le paiement d'amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce et de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Pourriez-vous décrire les dispositions de la loi maltaise satisfaisant à cette prescription et donner des ordonnances d'assignation juridiques?

La contrefaçon d'une marque de fabrique ou de commerce servant à commettre une fraude commerciale et industrielle peut être sanctionnée par une peine d'emprisonnement pouvant aller de quatre mois à un an. La violation du droit d'auteur, qui est poursuivie par la police sur plainte de la

partie lésée, est passible du paiement d'une amende de 5 000 livres maltaises (environ 13 000 dollars EU) et/ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an (article 298B du Code pénal).

54. L'article 61 requiert également que les mesures correctives, dans les cas appropriés, comprennent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et de tous les matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Pourriez-vous expliquer les dispositions des lois maltaises qui prévoient de telles mesures et décrire les circonstances dans lesquelles ces mesures correctives peuvent être appliquées? Pourriez-vous donner des citations juridiques?

La confiscation par le tribunal de tous les articles ayant servi à commettre un délit est une conséquence directe de la sanction d'un tel délit. (Article 23 du Code pénal).

55. L'article 61 indique également que les Membres peuvent prévoir des procédures pénales et des amendes applicables aux actes délibérés portant atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Pourriez-vous décrire les dispositions de la législation maltaise prévoyant de telles procédures et mesures correctives? Pourriez-vous donner des citations juridiques?

À Malte, les poursuites pénales concernant la violation de droits de propriété intellectuelle ne peuvent être engagées que dans les cas de violation du droit d'auteur. (Article 298B du Code pénal).

56. Pourriez-vous communiquer des renseignements statistiques concernant les moyens civils de faire respecter le droit d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les topographies de circuits intégrés et le secret commercial pour chacune des années 1996, 1997, 1998 et 1999, y compris le nombre d'actions enregistrées: les injonctions qui ont été émises; les produits portant atteinte à un droit qui ont été saisis; les équipements portant atteinte à un droit qui ont été saisis; les affaires résolues (y compris le règlement); et le montant des dommages-intérêts accordés.

Voir réponse aux questions 56 et 57 ci-après.

57. Pourriez-vous communiquer des renseignements statistiques concernant les moyens pénaux de faire respecter un droit dans les cas de piratage du droit d'auteur et de contrefaçon des marques de fabrique ou de commerce pour les années 1996, 1997, 1998 et 1999, y compris le nombre de rafles, de poursuites, de condamnations, le montant des amendes et/ou peines de prison (et si les amendes ont été payées et si la peine de prison a été purgée ou s'il s'agit d'une peine avec sursis) et tout autre renseignement attestant que le fonctionnement du système pénal est suffisamment efficace pour dissuader les actes de piratage du droit d'auteur et de contrefaçon des marques de fabrique ou de commerce.

Réponse aux questions 56 et 57:

Année	Nombre de rafles	Nombre de poursuites	Nombre de condamnations⁵	Amendes/emprisonnement⁶
1996	n/c	8	2	Dispense conditionnelle de peine d'une durée de un an. 18 mois de prison avec suspension de trois ans.
1997	n/c	9	1	Un an d'emprisonnement, avec suspension de deux ans et une amende de 1 000 livres maltaises.
1998	37	22	14	12 affaires avec paiement d'amendes pour un montant total de plus de 8.000 Lm. Trois affaires – Un mois de prison avec suspension de un an. Quatre mois de prison avec suspension de un an. 12 mois de prison avec suspension de deux ans (également un paiement à la partie lésée).
1999	33	13	3	Deux affaires avec dispense conditionnelle de peine d'une durée de 6 mois. Deux affaires avec amendes pour un montant total de 1 000 Lm. Six mois de prison avec suspension de deux ans.

Il n'existe pas de modèle distinct pour les principales régions dans lesquelles sont apparues les affaires liées aux droits de propriété intellectuelle.

Les personnes qui ont été inculpées par les tribunaux de première instance étaient originaires de différentes régions de Malte. Aucune femme n'a été inculpée de violation du droit d'auteur. Nous ne disposons d'aucune statistique exacte concernant les moyens de faire respecter les droits. Toutefois, plusieurs sections de la police organisent des inspections surprise au rythme d'une inspection par semaine en un endroit précis. La police ne dresse aucune statistique concernant les condamnations ou les politiques de condamnation appliquées par les tribunaux. Cependant, les personnes jugées coupables d'atteinte au droit d'auteur sont généralement condamnées à payer des amendes dont le montant varie entre 1 000 et 1 500 dollars EU.

En 1998, une personne a été condamnée à une peine d'emprisonnement de deux ans et au paiement d'une amende de 2 300 dollars EU après avoir été déclarée coupable de violation du droit

⁵ Certaines affaires font l'objet d'une révision judiciaire.

⁶ Dans toutes les affaires jugées, le tribunal a ordonné la confiscation des objets saisis.

d'auteur et de fraude commerciale en rapport avec les supports optiques. Cette personne a interjeté appel auprès de la Cour d'appel pénale et a vu sa peine réduite au paiement d'une amende de 1 300 dollars EU.

Les affaires mentionnées ci-dessus concernaient la violation du droit d'auteur en rapport avec les supports optiques, les textiles et les livres. Toutefois, 20 de ces affaires étaient liées aux supports optiques. La police ne conserve aucune statistique conservant les affaires du tribunal civil et les poursuites civiles.

58. Pourriez-vous décrire les initiatives prévues en vue d'améliorer les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle à Malte, en particulier les initiatives liées aux moyens pénaux.

Plusieurs nouvelles initiatives sont envisagées à Malte en vue de l'amélioration des droits de propriété intellectuelle à Malte. Il existe une recommandation concernant l'organisation de séminaires pour les îlotiers au sujet de l'identification des copies d'articles. Ceux-ci devraient permettre d'améliorer le processus d'application des droits. Les membres de l'unité du crime économique de la police participent de temps en temps à des conférences et à des séminaires sur le sujet à l'étranger. Il est également prévu de lancer une campagne de marketing sociale, parrainée par des entités publiques et privées, dans un avenir proche afin d'accroître la sensibilisation du public aux droits de propriété intellectuelle.
